

Anomalies dans les dossiers d'importation
Le ministère débusque plus de 1.000 doublons P2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Jeudi 3 septembre 2026 / N° 1416 / PRIX 20 DA



Jeux méditerranéens
2026
Nemour et Touairi
en or, le karaté
s'illustre P16

Présidence du CPS de l'UA par l'Algérie

UNE MISSION ACCOMPLIE, AU-DELÀ DES ATTENTES

L'Algérie achève sa présidence du CPS de l'UA sur un bilan largement positif, marqué par une dynamique renforcée en faveur de la paix et de la stabilité en Afrique. P4



Crise de migration clandestine à Ceuta

LE MAROC DE PLUS EN PLUS POINTÉ DU DOIGT

P4



Incendies
33 FOYERS ENREGISTRÉS,
MAÎTRISÉS, TOUS, EN 24 HEURES P5

Ingénierie, hydrocarbures et technologies

KBR VEUT ÉCRIRE UN NOUVEAU CHAPITRE EN ALGÉRIE

Déjà solidement implantée en Algérie depuis les années 1980, la société américaine KBR entend donner une nouvelle dimension à son partenariat avec Sonatrach. Présente sur plusieurs grands projets historiques, l'entreprise affiche aujourd'hui de nouvelles ambitions dans les hydrocarbures, l'ingénierie, la gestion de projets et les technologies avancées. P6



Défis régionaux et internationaux

Alger et Mogadiscio se concertent

La présidente de l'Assemblée populaire nationale (APN), Khalida Boufedech, a été reçue, hier, par le président de la République fédérale de Somalie, Hassan Sheikh Mohamoud. Cette rencontre, qui témoigne de la volonté des deux pays de consolider davantage leurs relations, s'est déroulée en marge de la participation de Khalida Boufedech, représentant le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la réunion commémorative de haut niveau organisée à Belgrade, capitale de la Serbie, à l'occasion du 65e anniversaire de la création du Mouvement des non-alignés. Les entretiens ont porté sur l'état des relations bilatérales entre l'Algérie et la Somalie, qui connaissent ces dernières années une réelle dynamique, portée par une volonté politique commune de renforcer les liens entre les deux pays et d'élargir les domaines de coopération. Les deux parties ont ainsi examiné les moyens de donner davantage d'élan à cette dynamique et de renforcer la coordination bilatérale, notamment dans le domaine parlementaire, au service des intérêts communs et en faveur de l'action africaine commune. La coopération entre Alger et Mogadiscio s'inscrit également dans une volonté partagée de renforcer la concertation sur les questions africaines et de promouvoir les principes de solidarité et de coopération entre les pays du continent. Dans ce cadre, les deux responsables ont souligné l'importance de consolider les mécanismes de dialogue et d'échange entre les institutions des deux pays, notamment à travers le renforcement des relations parlementaires. Les deux parties ont également évoqué plusieurs questions d'intérêt commun, à la lumière des défis régionaux et internationaux actuels. Elles ont insisté sur la nécessité d'unifier les efforts et de promouvoir davantage le dialogue et la concertation entre les États et les peuples, particulièrement face aux mutations et aux tensions qui marquent l'environnement international. Les échanges ont, par ailleurs, mis en avant l'importance de s'attacher aux principes fondateurs du Mouvement des non-alignés, notamment le respect de la souveraineté des États, de leur intégrité territoriale et de leur droit à disposer librement de leurs choix, ainsi que le principe de non-ingérence dans leurs affaires intérieures. À travers cette rencontre, Alger et Mogadiscio réaffirment ainsi leur volonté de poursuivre le renforcement de leurs relations et d'insuffler une nouvelle dynamique à leur coopération, dans un contexte marqué par la nécessité d'une coordination accrue sur les grandes questions régionales et internationales et par la recherche de positions africaines davantage concertées.

R. N.

ANOMALIES DANS LES DOSSIERS D'IMPORTATION

Le ministère débusque plus de 1.000 doublons

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations apporte des précisions sur les délais d'instruction des programmes prévisionnels d'importation (PPI). À travers les mécanismes de contrôle numérique et les outils d'intelligence artificielle, plus de 1.000 opérateurs économiques ont été concernés par des anomalies relevées dans leurs dossiers.

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations entend apporter des éléments de réponse aux critiques récurrentes concernant la gestion des importations. Dans ce contexte, le département ministériel a révélé, hier, avoir identifié plusieurs anomalies dans les dossiers introduits via la plateforme numérique consacrée aux programmes prévisionnels d'importation (PPI). Cette annonce intervient alors que les délais d'examen des demandes font régulièrement l'objet de plaintes de la part des opérateurs économiques. Depuis l'entrée en vigueur, en juillet 2025, du nouveau dispositif encadrant les importations, les opérateurs sont tenus d'obtenir une licence d'importation auprès du ministère du Commerce extérieur avant toute opération de domiciliation bancaire. Or, l'instruction de certains dossiers peut s'étaler dans le temps, alimentant les interrogations et les critiques sur le fonctionnement du système. Dans un communiqué publié hier, le ministère a ainsi détaillé l'un des dysfonctionnements susceptibles d'expliquer, dans certains cas, l'allongement des délais de traitement. Il fait état de « correspondances flagrantes » relevées dans les dossiers de 1.013 opérateurs économiques. Pour le ministère, cette situation ré-



véle plusieurs cas jugés « suspects ». Leur identification a été rendue possible grâce au recours à des « mécanismes d'analyse et de recoupement automatisé des données de la plateforme renforcés par des outils d'intelligence artificielle (IA) », précise le communiqué. Les vérifications effectuées ont notamment permis de mettre au jour 1.093 documents en double parmi les pièces déposées par les opérateurs économiques dans le ca-

dre de leurs programmes prévisionnels d'importation. Le département ministériel insiste sur la nature de ces pièces, puisqu'il s'agit de « documents officiels, censés être propres à chaque opérateur ». La découverte de ces doublons constitue ainsi, selon le ministère, l'une des anomalies relevées lors du traitement des dossiers soumis sur la plateforme numérique. Elle met également en évidence les difficultés auxquelles peut être

confronté le dispositif de contrôle lorsqu'un même document apparaît dans plusieurs dossiers distincts. En mettant en avant ces résultats issus du croisement automatisé des données et des outils d'IA, le ministère cherche ainsi à expliquer une partie des anomalies constatées dans les demandes d'importation et à apporter des précisions sur les facteurs pouvant contribuer à ralentir l'instruction de certains dossiers. Y. R.

TRANSACTIONS ÉNERGÉTIQUES RÉALISÉES PAR LES PAYS ARABES

L'Algérie se distingue

PAR MAHREZ Z.

L'Algérie figure parmi les pays arabes ayant enregistré le plus grand nombre de transactions pétrolières au mois d'août 2026, selon un rapport mensuel établi par la plateforme spécialisée Attaqa, basée à Washington. L'Arabie saoudite arrive en tête du classement avec trois opérations, suivie de l'Algérie et de la Libye, qui comptent chacune deux opérations. Selon Attaqa, les transactions recensées au cours du mois d'août couvrent plusieurs domaines, notamment la vente de pétrole brut et de produits pétroliers, les accords de partage de production, les activités d'exploration ainsi que celles liées aux équipements pétroliers. Pour l'Algérie, les deux opérations citées dans le rapport ont été réalisées

dans le cadre de partenariats noués avec le Niger.

Il s'agit, d'une part, de l'exportation de carburacteur Jet A1 et, d'autre part, de la commercialisation conjointe du pétrole brut nigérien de type « Melek », deux opérations réalisées par Sonatrach en coopération avec la Société nigérienne des produits pétroliers (Sonidep). Sonatrach a ainsi procédé, le 14 août 2026, aux premières livraisons de Jet A1 à partir de la raffinerie d'Adrar (RA1D) à destination du marché nigérien, dans le sillage de la conclusion d'un contrat d'exportation de Jet A1 entre Sonatrach et la société publique nigérienne Sonidep. Ces livraisons contractuelles ont marqué la mise en œuvre effective de la coopération commerciale entre les deux compagnies. Elles illustrent également l'intérêt accordé par Sonatrach

au développement de partenariats directs avec les sociétés pétrolières et gazières africaines, notamment celles des pays de la région du Sahel. Cette démarche ouvre ainsi la voie à la mise en place d'approvisionnements réguliers en produits pétroliers algériens au profit d'autres pays de la région. En parallèle, Sonatrach et Sonidep ont procédé, le même jour, au chargement d'une première cargaison de pétrole brut nigérien de type « Melek » depuis le terminal pétrolier de Sèmè, au Bénin, en vue de sa commercialisation conjointe. Cette première opération illustre, selon le groupe énergétique, « la stratégie de développement de Sonatrach en Afrique et sa volonté de mettre à la disposition de ses partenaires africains son expertise et son savoir-faire dans le domaine de la commercia-

lisation des hydrocarbures ». La commercialisation conjointe du pétrole brut « Melek » entre les deux compagnies s'inscrit également, selon Sonatrach, dans la dynamique de consolidation des relations entre l'Algérie et le Niger. Elle « traduit la volonté des deux parties de développer des partenariats durables permettant la création d'opportunités mutuellement bénéfiques ». Attaqa souligne, pour sa part, que ces deux opérations témoignent d'une évolution de la coopération entre l'Algérie et le Niger, désormais étendue à la fois aux produits pétroliers et au pétrole brut. Cette diversification traduit ainsi une volonté de renforcer les échanges énergétiques entre les deux pays et d'élargir progressivement les perspectives de coopération dans le domaine des hydrocarbures. ■

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

DES PORTEFEUILLES CLÉS CHANGENT DE MAINS

Le président Tebboune donne un nouveau souffle à l'Exécutif

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a opéré, mardi et hier, un remaniement gouvernemental partiel touchant plusieurs départements ministériels stratégiques, dont ceux des Finances, de l'Agriculture et de l'Industrie.

PAR MAHDI B.

Mardi, la présidence de la République avait annoncé que le président Abdelmadjid Tebboune avait procédé à un remaniement ministériel partiel avec la nomination de quatre nouveaux membres du gouvernement. Il s'agit de Mohamed Lamine Lebbou, gouverneur de la Banque d'Algérie depuis six mois, nommé au ministère des Finances en remplacement d'Abdelkrim Bouzred, qui occupait ce portefeuille depuis février 2025. Ce remaniement partiel concerne également M. Mohamed Hattab, nommé ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Sid Ali Khaldi, nommé ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ainsi que le revenant Mohamed Bouslimani, chargé du ministère de la Communication. Hier, le président Tebboune a procédé à deux nouvelles nominations, avec la désignation de Farid Kourtel au ministère de l'Industrie et de Mme Fouzia Naama en qualité de ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, chargée des Collectivités locales. Ce remaniement ministériel partiel intervient dans une conjoncture politique et sociale cruciale, à un moment où le gouvernement doit entamer une rentrée sociale sur les chapeaux de roues. En effet, le gouvernement Sifi Ghrieb a plusieurs « pains sur la planche » en cette rentrée sociale 2026-2027, marquée par un épisode dramatique et meurtrier d'incendies de forêt qui ont endeuillé le pays et mis à mal les potentialités économiques de régions entières. C'est dire que cette rentrée sociale 2026-2027 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices. Le remaniement gouvernemental partiel répond, en fait, à la nécessité de poursuivre la mise en œuvre du programme économique et social du président Tebboune, qui vise, à l'horizon 2030, deux grands objectifs. Il s'agit, d'une part, d'asseoir une industrie solide, capable d'apporter une réponse cohérente aux besoins du marché national et, d'autre part, de mener à terme les réformes engagées dans le secteur agricole, avec, au premier plan, la fin des programmes agricoles d'importation. À ces deux objectifs s'ajoutent les grands chantiers auxquels le gouvernement sera confronté à l'orée de cette rentrée sociale 2026-2027. Parmi les principaux défis figurent la mise en place d'une loi de finances cohérente avec les besoins économiques et sociaux du pays, mais aussi la nécessité d'apporter des réponses concrètes aux attentes de la sphère sociale, notamment aux retraités et aux demandeurs de logements. Le gouvernement devra également œuvrer à la stabilisation de l'inflation, à la création de davantage d'emplois et à la mise en place d'une réponse sociale suffisamment flexible face à l'évolution de la demande. Sur le plan du développement des collectivités locales et du fonctionnement des communes, des daïras et des wilayas, la nomination d'une ministre déléguée chargée des Collectivités locales intervient dans le souci des autorités nationales de donner davantage de représentation, au sein du gouvernement, à cet important ensemble que constituent les collectivités locales, lesquelles participent activement au développement national. Ce sont là les grandes priorités assignées, à travers ce remaniement partiel, au gouvernement Sifi Ghrieb, qui doit, dans le même temps, poursuivre un chantier majeur : mettre le secteur de l'Industrie au diapason des besoins de développement économique du



pays. Sur la table figurent déjà plusieurs projets stratégiques et financièrement importants. À ce titre, il suffit de citer les projets miniers de Khadra, le complexe d'El Hadjar ou encore la mine de Gara Djebilet, dont le minerai devrait permettre à l'Algérie de renforcer sa dimension internationale et de se positionner parmi les principaux pays exportateurs. Des installations importantes et modernes sont actuellement en cours de réalisation afin d'accompagner ces projets, de développer les capacités de transformation et de contribuer à la relance du secteur industriel national. Le secteur agricole, qui a connu des difficultés ces dernières années, notamment en ne parvenant pas toujours à répondre à la demande nationale en cheptel, sera lui aussi particulièrement sollicité. Il devra contribuer davantage au développement de l'économie locale et nationale à travers une meilleure maîtrise de ses secteurs productifs, avec pour objectif de mettre fin, sinon de réduire sensiblement, le recours aux importations. Les chantiers auxquels doit s'atteler le gouvernement Sifi se situent donc à deux niveaux. Sur le plan social, le gouvernement est attendu sur sa capacité à atténuer les effets de l'inflation importée et à répondre aux besoins de la demande sociale en matière de logements, d'offres d'emploi, de santé et d'éducation, en plus de la prise en charge des retraités et de l'amélioration de leur situation. Sur le plan économique, le gouvernement Sifi sait que l'Algérie, grâce à une vision prospective, a réussi à sortir du piège du stress financier et économique international consécutif aussi bien à la pandémie de Covid-19 qu'aux tensions et aux fluctuations inflationnistes et commerciales mondiales. Il lui

appartient désormais, en redynamisant et en reconfigurant des départements ministériels comme celui des Finances, d'appliquer autrement une politique économique à visage humain, reposant notamment sur des transferts sociaux importants dans les domaines de la santé, de l'habitat et de l'éducation. Une telle orientation doit permettre au pays de transcender les difficultés structurelles induites par un stress financier international, lui-même aggravé par les tensions géopolitiques mondiales. C'est cette vision prospective que doit porter le gouvernement Sifi Ghrieb et qui doit se traduire par de grandes réalisations économiques dans différents domaines, afin de consolider des bases saines pour la relance de l'industrie, d'améliorer la contribution de ce secteur au PIB du pays et de valoriser les ressources naturelles à travers un ensemble de projets stratégiques intégrés, notamment dans l'extraction et la transformation du fer et du phosphate. Pour le secteur industriel, particulièrement concerné par le dernier remaniement ministériel, il suffit de rappeler qu'en 2023, le PIB de ce secteur a contribué à hauteur de 37,8 % au PIB national. Cette vision doit ainsi permettre au pays d'avancer rapidement vers une économie diversifiée, une société solidaire et un environnement préservé, grâce à un développement agricole responsable et créateur de valeur ajoutée. Il convient enfin de relever que le secteur agricole contribue annuellement à hauteur de 13,1 % au PIB global et qu'il constitue un véritable poumon de l'économie nationale, tant en termes de redistribution des revenus qu'en matière de production de richesses et de renforcement de la sécurité alimentaire du pays. ■

Nouvelles nominations au gouvernement

Deux nouveaux visages pour de nouveaux défis

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé hier à de nouvelles nominations au sein de l'Exécutif. Farid Kourtel prend ainsi les fonctions de ministre de l'Industrie. Dans le même cadre, Fouzia Naama a été désignée ministre déléguée chargée des Collectivités locales, auprès du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. **R. N.**

Éditorial l'EXPRESS

SOUS LE SIGNE DU CHANGEMENT

PAR BOUALEM B.

La rentrée sociale 2026-2027 s'ouvre sur une séquence à la fois politique et sociale particulièrement chargée. Remaniement gouvernemental partiel, échéance des élections locales désormais arrêtée et gestion des conséquences des récents incendies : l'Exécutif aborde cette nouvelle étape avec plusieurs dossiers majeurs sur la table. Entre impératif de stabilité sociale, reprise des activités et préparation du prochain rendez-vous électoral, le gouvernement Sifi Ghrieb est appelé à accélérer le rythme et à traduire les décisions annoncées en actions concrètes. Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, suit de près les préparatifs. Lors d'une récente visioconférence avec les walis, en présence des ministres de l'Intérieur, de l'Éducation, des Transports et du Commerce intérieur, il a examiné l'état d'avancement de chaque dossier. La stabilité du marché national demeure une priorité. Les autorités multiplient ainsi les consignes afin de garantir un approvisionnement continu en produits de grande consommation et en fournitures scolaires. Dans le secteur éducatif, une campagne nationale de dépistage précoce de l'autisme sera déployée dans tous les établissements. Elle doit permettre d'identifier rapidement les élèves nécessitant un accompagnement adapté et d'accélérer l'ouverture de classes spécialisées. Les walis ont reçu des instructions strictes concernant le respect des délais de livraison des infrastructures scolaires, l'organisation du transport des élèves et la distribution des manuels. Le gouvernement Ghrieb entend ainsi prendre en charge chaque maillon logistique de cette rentrée, afin de garantir les meilleures conditions possibles pour les élèves, les familles et l'ensemble de la communauté éducative. Parallèlement, la gestion des conséquences des incendies qui ont frappé plusieurs wilayas occupe une place centrale dans l'action des pouvoirs publics. Le président Tebboune a ordonné l'indemnisation intégrale de toutes les pertes subies. Des commissions locales dressent actuellement un inventaire détaillé des logements, exploitations agricoles, véhicules et autres biens détruits ou endommagés, afin de permettre une prise en charge des sinistrés et une évaluation précise des dégâts. Il y a quelques jours, le président de la République a signé le décret convoquant le corps électoral pour les élections locales, prévues le samedi 28 novembre 2026. Une révision exceptionnelle des listes électorales se déroule du 6 au 17 septembre. Ce scrutin se tiendra pour la première fois sous le nouveau découpage territorial, qui porte le nombre de wilayas à 69. Il portera sur 2 855 sièges dans les assemblées de wilaya, ainsi que sur des milliers d'autres sièges dans les assemblées communales. La nouvelle loi électorale impose, par ailleurs, des quotas de candidatures réservés aux femmes, aux jeunes et aux diplômés universitaires. L'Instance nationale indépendante des élections, désormais présidée par Saâd Arous, a déjà engagé les préparatifs organisationnels en prévision de cette échéance électorale. Les différentes structures concernées sont appelées à assurer le bon déroulement du processus et à réunir les conditions nécessaires à la réussite du scrutin. Cette rentrée s'inscrit ainsi dans une transition politique mesurée. Le remaniement partiel injecte du sang neuf dans plusieurs secteurs stratégiques, sans pour autant bouleverser l'équilibre général de l'équipe gouvernementale. Les élections locales ouvriront, quant à elles, un nouveau cycle de participation citoyenne, après des législatives marquées par une faible mobilisation. Le taux de participation constituera ainsi l'un des enjeux majeurs du prochain scrutin. Au-delà de l'organisation matérielle et administrative des élections, la capacité à mobiliser les citoyens et à restaurer leur intérêt pour la vie publique sera déterminante. Le gouvernement Ghrieb doit désormais conjuguer ces impératifs politiques avec la gestion quotidienne des attentes sociales. La réussite de cette rentrée dépendra de sa capacité à répondre aux préoccupations des citoyens, à transformer les mesures annoncées en réalités concrètes et à assurer la prise en charge des conséquences des récents incendies, tout en préparant sereinement l'échéance électorale de novembre.

PRÉSIDENCE DU CPS DE L'UA PAR L'ALGÉRIE

Une mission aboutie, au-delà des attentes

Le premier constat, au demeurant empreint de succès, de l'achèvement de la présidence tournante du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) par l'Algérie reste cette nouvelle dynamique qu'elle a insufflée dans le renforcement de la sécurité et la stabilité en Afrique, estiment nombre d'observateurs.

PAR NOURREDINE B

Ainsi, au terme d'un mois marqué par une intense activité diplomatique et une mobilisation sur le terrain, au cours duquel elle a consacré sa présence active au cœur des efforts africains visant à renforcer la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent, la présidence algérienne de l'UCP aura grandement répondu aux attentes d'un continent soumis à maints coups de boutoir ; au plan sécuritaire, notamment.

Il faut savoir qu'entre les réunions de haut niveau et les consultations interinstitutionnelles de l'UA, jusqu'à la mission de terrain au Soudan, la diplomatie algérienne a œuvré en faveur d'une approche en prise avec la réalité africaine, fondée sur le dialogue, la prévention des conflits et le renforcement de la capacité du continent à prendre en main le règlement de ses crises.

Concrètement, l'Algérie s'est attachée à transformer sa présence au sein du CPS de l'UA en une action diplomatique influente, alliant initiative politique et engagement sur le terrain ; réaffirmant que la paix durable sur le continent ne saurait être construite uniquement par la gestion des crises après leur déclenchement, mais également par leur anticipation et le traitement de leurs causes profondes.

Bien mieux, l'on notera que les différentes activités du CPS durant cette période n'ont pas manqué de traduire une orientation visant à renforcer la complémentarité entre la paix, la sécurité, le développement, les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance, avec pour objectif de transformer les décisions et engagements africains en mesures concrètes, applicables et à même d'être suivies.

L'Algérie, et partant de sa conviction quant à l'importance de trouver des solutions africaines aux problèmes africains, a œuvré, sans cesse, en faveur du renforcement de la capacité du CPS à accompagner les pays confrontés à des conflits ou à des transitions politiques. L'on citera, particulièrement, ses actions sur les dossiers du Sahel, du Soudan et du Soudan du Sud, ainsi que sur le soutien à la relance de la principale feuille de route de l'UA pour faire taire les armes.

Une démarche se trouvant, notamment, illustrée à travers la mission de terrain du CPS au Soudan, qui a permis de s'enquérir directement des évolutions politiques, sécuritaires et huma-



nitaires, et d'écouter les autorités soudanaises, les partis politiques et la société civile, contribuant ainsi à soutenir le processus politique dans le pays et à favoriser l'élaboration d'une approche africaine plus coordonnée et efficace en faveur de la paix et de la réconciliation.

Il convient également de retenir que, dans le prolongement de son action visant à ancrer une approche africaine proactive dans la gestion des crises, l'Algérie a insisté sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des conflits et de prévenir leur résurgence, en établissant un lien entre la sécurité, le développement, la lutte contre la pauvreté, le chômage, l'extrémisme violent, le terrorisme et la criminalité organisée.

En parallèle, elle a veillé à donner une importance majeure au développement d'un dispositif africain plus efficace d'alerte précoce et de réponse rapide, à travers l'adoption d'un nombre d'outils continentaux, notamment l'outil continental d'évaluation des risques et de cartographie des menaces, le modèle de l'UA pour l'activation de la réponse, ainsi que le système d'alerte précoce en matière de gouvernance relevant du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP).

Le tout a été renforcé par une feuille de route proposée pour l'activation de ces outils, et qui prévoit, entre autre, la création d'un mécanisme institutionnel de coordination, l'élabora-

tion de protocoles d'échange d'informations, ainsi que le développement d'une plateforme numérique et d'un tableau de bord interactif. Et pas seulement.

En effet, et dans le cadre de ses efforts visant à renforcer la voix africaine au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Algérie a œuvré à la mise en place de mécanismes à même d'unifier les positions du groupe africain au Conseil de sécurité de l'ONU «A3», et de coordonner son action diplomatique.

Précisément, ces mécanismes ont consisté, surtout, en l'élaboration d'une matrice des positions africaines communes sur les questions de paix et de sécurité, l'établissement d'un plan d'action annuel, ainsi que le renforcement de la coordination entre le CPS et le Groupe africain à New York et Genève.

Par ailleurs, l'Algérie s'est pas limitée à agir dans les différents processus de règlement des crises, mais a fait de la concertation et de l'intensification des efforts entre les différents organes et mécanismes de l'UA, l'un des principaux fondements de sa présidence du CPS, étant consciente que l'efficacité de l'action africaine ne se mesure pas uniquement aux décisions prises, mais aussi à la capacité de ses institutions à les traduire en mesures concrètes, unifiées et coordonnées.

Dans ce contexte, elle a entrepris une série de réunions consultatives entre le CPS, le sous-co-

mité du Comité des représentants permanents (COREP) sur les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance (HRDG), l'Architecture africaine de gouvernance et l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AGA-APSA), ainsi qu'avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, outre la tenue de sa deuxième réunion consultative avec le Parlement panafricain (PPA).

Ces concertations ont, non seulement abouti à un ensemble de résultats concrets visant à renforcer la coopération institutionnelle entre le CPS et ces différents organes mais permis, aussi, d'institutionnaliser le mécanisme de diplomatie parlementaire entre le CPS et le PPA, ainsi que d'adopter l'approche unique de l'UA, afin de renforcer le lien entre la paix, la sécurité, la gouvernance, la démocratie et les droits de l'homme.

En définitive, la dynamique ainsi engagée par l'Algérie a confirmé que sa présidence ne s'est pas limitée au traitement des dossiers sécuritaires urgents, mais qu'elle a également œuvré au renforcement de l'architecture institutionnelle africaine de paix et de sécurité, au développement des mécanismes d'alerte précoce et à la consolidation de la position africaine unifiée.

Ce qui accroît la capacité du continent à relever ses défis de manière collective et autonome. ■

CRISE DE MIGRATION CLANDESTINE À CEUTA

Le Maroc de plus en plus pointé du doigt

Le gouvernement espagnol réclame des éclaircissements sur un rapport qui impliquerait le Maroc dans l'entrée massive de migrants, fin juillet dernier

Le ministre espagnol de l'Intérieur a réclamé mercredi des précisions sur un éventuel rapport de la police, évoqué par un média, suggérant l'implication des forces de l'ordre marocaines dans la récente entrée massive de migrants à Ceuta, ce qui contredirait la version défendue par Madrid, rapportaient hier des médias internationaux.

Ains et citant des sources du ministère espagnol de l'Intérieur, Le Figaro afit savoir que Fernando Grande-Marlaska a demandé au directeur général de la police de «l'informer dans les plus brefs délais du contenu d'un rapport que le Centre national de l'immigration et des frontières (CENIF) aurait transmis à l'Audience nationale et dans lequel il attribuerait aux forces et corps de sécurité du Maroc l'assaut massif contre la frontière de Ceuta les 30 et 31 juillet derniers».

Ce courrier fait référence à une information publiée par le quotidien en ligne El Español, qui affirme que l'entrée depuis la frontière

avec le Maroc d'environ 70.000 migrants dans la petite enclave espagnole du nord de l'Afrique «a été guidée par des gendarmes marocains aux ordres d'agents en civil poursuivant un objectif autre que migratoire».

Une haute juridiction de Madrid est en train de rassembler des informations sur cette crise

D'après El Español, le CENIF aurait inclus ces conclusions, qui contredisent la version défendue jusqu'à présent par le gouvernement espagnol, qui disculpe le Maroc, dans un rapport envoyé à la juge de l'Audience nationale, une haute juridiction de Madrid qui est en train de rassembler des informations sur cette crise.

Le chef de l'exécutif espagnol, Pedro Sanchez, a de nouveau exonéré lundi le Maroc de toute responsabilité dans cette entrée massive. «Aucun service de renseignement avec lequel le gouvernement espagnol collabore habituellement ne fait apparaître le moindre doute, ou plutôt, quelque doute que ce soit quant à la participation, d'une manière ou d'une autre, des autorités marocaines», a-t-il assuré sur la radio

Cadena Ser. Pour certains analystes, la crise aurait pu être un message envoyé à l'Espagne par le royaume marocain sur la question du Sahara occidental – une ancienne colonie espagnole, contrôlée en majeure partie par le Maroc mais revendiquée par les indépendantistes du Front Polisario, soutenus par l'Algérie, après une visite de Sánchez en Algérie en juillet.

Les problèmes «viennent du Maroc», selon le MAE italien

Par ailleurs, le ministre italien des Affaires étrangères, Antonio Tajani, a affirmé, de son côté, que les problèmes liés à la crise de la migration clandestine et aux menaces sécuritaires dans la ville espagnole de Ceuta «viennent du Maroc».

Dans une interview accordée au quotidien italien Corriere della Sera, publiée par le ministère italien des Affaires étrangères, M.Tajani a déclaré, en réponse à une question sur la suspension de certains dispositifs de l'espace Schengen avec l'Espagne, que l'Italie «ne mène aucune sorte de bataille» contre Madrid, mais qu'elle effectue des contrôles minutieux sur

les personnes arrivant sur son territoire.

«Au lieu de s'inquiéter de nous, l'Espagne devrait s'inquiéter du Maroc, car les problèmes viennent de là», a-t-il ajouté.

Le ministre a précisé que l'Italie avait «refoulé ou retenu des personnes non autorisées à entrer sur son territoire», soulignant que les contrôles aux frontières «servent les intérêts de tous», dans la mesure où ils permettent d'empêcher l'entrée en Europe de migrants clandestins ainsi que de «terroristes potentiels».

Pour rappel, la vague de migration clandestine massive partie des côtes marocaines en direction de la ville espagnole de Ceuta à la fin du mois de juillet dernier avait provoqué une crise majeure, après que le nombre de personnes ayant fui le Maroc eut dépassé les 72.000, dont des centaines de mineurs.

Cet afflux a dépassé les capacités d'accueil de la ville et les moyens des autorités pour faire face à ce nombre sans précédent de migrants, suscitant de vives critiques à l'encontre des autorités marocaines, à l'origine de cette crise, dans le cadre d'une politique de chantage et de pression continue sur l'Espagne. **N. B.**

INCENDIES

33 foyers enregistrés, maîtrisés, tous, en 24 heures

Les services de la Protection civile ont réussi à éteindre l'ensemble des incendies enregistrés à travers le pays au cours des dernières 24 heures, marquant une nette amélioration de la situation après les incendies meurtriers qui ont récemment frappé plusieurs wilayas.

Selon le bilan arrêté à 7 heures du matin, 33 incendies touchant le couvert végétal, les cultures agricoles, les oasis de palmiers et les ceintures de paille ont été totalement maîtrisés. La situation a ainsi été totalement maîtrisée, avec zéro foyer actif signalé. La DGPC précise également qu'aucune répartition géographique de feux en cours n'a été enregistrée, puisque le nombre d'incendies actifs est nul. Le communiqué souligne par ailleurs

qu'aucun incendie important ou majeur n'a été signalé durant cette période. Ce bilan témoigne de la mobilisation et de la vigilance des équipes de la Protection civile, intervenues pour maîtriser rapidement les différents foyers déclarés et éviter leur propagation. La mobilisation des unités de la Protection civile et la maîtrise totale des incendies déclarés récemment dans plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays ouvre la voie à la phase

de prise en charge des sinistrés. En effet, le gouvernement algérien a pris une série de mesures d'urgence pour faire face aux dégâts enregistrés. Dans ce cadre, les autorités locales des wilayas fortement impactées ont entamé les opérations de recensement et d'indemnisation des personnes touchées, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, données lors de la réunion de travail qu'il a présidée dimanche dernier. ■



Association des stagiaires de la Formation professionnelle à la réhabilitation des infrastructures

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a appelé à l'association des stagiaires, chacun dans sa spécialité et son domaine de formation, aux opérations de réhabilitation des écoles, des infrastructures et des habitations endommagées dans les wilayas touchées récemment par des incendies. La ministre a présidé hier une réunion d'encadrement avec les directeurs du secteur des wilayas consacrée à « l'examen des exigences de la conjoncture exceptionnelle imposée par les incendies qui ont ravagé plusieurs wilayas de l'Est et du Centre du pays, et les situations qu'ils ont engendrées, nécessitant un grand élan de solidarité et la mobilisation maximale des différentes capacités du secteur », a indiqué un communiqué du ministère.

Dans ce contexte, Mme. Arhab a donné des orientations « quant à la nécessité d'adhérer de manière active et responsable à l'effort national visant à soutenir les wilayas touchées et à contribuer aux opérations de prise en charge des sinistrés, notamment dans la wilaya de Jijel, en assurant la mobilisation de tous les moyens humains, matériels et logistiques disponibles ».

Achèvement, aujourd'hui, des travaux de réhabilitation réseau d'eau potable endommagé à Jijel

L'opération de réhabilitation du réseau d'eau potable endommagé dans 8 communes de la wilaya de Jijel devrait être achevée aujourd'hui, a indiqué, hier, la directrice locale de l'Hydraulique, Hanane Berkane. La responsable a précisé, à l'APS, que des équipes de 19 unités régionales

de l'Algérienne des Eaux (ADE) ont été mobilisées pour cette opération, ce qui a permis la remise en état, jusqu'à présent, d'environ 20 km de conduites d'eau, et le raccordement à nouveau de 90 habitations à travers les zones concernées. En attendant le renouvellement complet du réseau, les habitants des communes touchées sont approvisionnés par 34 camions-citernes mobilisés à cet effet, a déclaré, pour sa part, le responsable de la communication de l'unité de l'ADE, Allal Mezoued.

Mesures d'urgences pour la protection de la faune et la flore

La veille, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a annoncé, des mesures d'urgence visant à protéger la faune et la flore dans les zones sinistrées. En effet, lors d'une réunion

de coordination avec les cadres du secteur et les directeurs de l'environnement des wilayas, en présence de représentants de la Fédération nationale des chasseurs et des services vétérinaires, Mme Krikou a donné des instructions pour assurer les ressources nécessaires et la prise en charge des animaux sauvages blessés par des équipes vétérinaires spécialisées. La ministre a également insisté sur l'accompagnement du processus de restauration de la faune sauvage affectée, selon une approche scientifique et écologique fondée sur les données de terrain et les indicateurs environnementaux, de manière à adapter les opérations de réhabilitation aux caractéristiques naturelles de chaque site. De leur côté, les directeurs de l'environnement des wilayas de Jijel, Skikda, Annaba, Tizi-Ouzou et Béjaïa

ont présenté les mesures prises pour préserver les espèces animales menacées de disparition, en coordination avec les autorités locales et les acteurs de la société civile. Le directeur général de l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable (ONEDD), Karim Arab, a, pour sa part, présenté des mécanismes d'intervention modernes fondés sur la recherche scientifique pour évaluer les dommages causés aux différentes espèces végétales et animales lors des récents incendies et diagnostiquer leurs impacts à travers des analyses de laboratoire spécialisées. Il a également été question de l'élaboration de programmes visant à réhabiliter et à reboiser les zones sinistrées selon des bases scientifiques et durables.

COSMÉTOLOGIE

L'Algérie accueille son premier congrès international

Alger accueille à partir de ce vendredi son premier Congrès international de cosmétologie (ICC 2026). Cet événement placé sous le thème « Vers une cosmétique d'excellence en Algérie : qualité, efficacité et sécurité », réunit des chercheurs, industriels, professionnels de santé et autorités régulatrices autour d'une ambition commune ; à savoir la structuration d'une filière cosmétique nationale fondée sur la preuve scientifique, la sécurité du consommateur et la valorisation des ressources du pays », indique l'organisateur de l'événement l'Algerian Society of Cosmetology (ASCo). L'ICC 2026 placé sous le haut parrainage du ministère de la Santé, du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, ainsi que du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scien-

tifique, s'inscrit dans la politique nationale de diversification économique. « En structurant pour la première fois un espace de dialogue entre recherche, industrie et régulation, le congrès pose les bases d'une filière cosmétique capable de réduire la dépendance aux importations, de valoriser une matière première nationale encore largement sous-exploitée et de s'aligner sur les standards internationaux de qualité et de sécurité, condition nécessaire à l'accès aux marchés d'exportation. Il s'inscrit ainsi dans la dynamique plus large de diversification économique hors hydrocarbures portée par les pouvoirs publics, et contribue à positionner l'Algérie comme acteur scientifique et industriel de référence dans le secteur cosmétique en Afrique du Nord et dans l'espace méditerranéen », ajoute la même source. Ce congrès n'est pas seu-

lement un rendez-vous scientifique mais aussi « un acte fondateur pour une filière que l'Algérie a toutes les ressources-naturelles, humaines et scientifiques-pour construire elle-même », estime l'organisateur. Pendant deux jours, les opérateurs de la cosmétologie aborderont des questions couvrant les enjeux de la filière telle que la formulation avancée, les biotechnologies vertes, la cosmétologie personnalisée, la cosmétovigilance et la sécurité des produits. Les débats porteront également sur les technologies de rupture et la durabilité, notamment l'intelligence artificielle appliquée à la formulation, le packaging écoresponsable, la conformité réglementaire et la validation des allégations cosmétiques. L'expertise scientifique sera par ailleurs, mise au service du potentiel algérien à travers la valorisation des plantes médicinales,

potentiel cosmétique des noyaux de dattes, exploitation des ressources naturelles algériennes, ou encore validation scientifique de pratiques cosmétiques traditionnelles. L'ICC servira par ailleurs, de passerelle directe entre le monde académique et le secteur industriel. En effet, les doctorants et jeunes chercheurs pourront sortir leurs travaux confinés aux bibliothèques universitaires pour les présenter aux industriels. Les jeunes entrepreneurs auront également l'opportunité de rencontrer des industriels et trouver d'éventuels partenaires pour signer des contrats, financer la production et mettre leur produit sur le marché. À l'issue de ces deux journées, l'ASCO remettra une série de recommandations aux départements ministériels concernés pour promouvoir la cosmétologie en Algérie. ■

Œuvres universitaires Baddari s'enquiert de l'état de préparation de nombre de résidences

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a effectué une visite de terrain dans les résidences universitaires de Béni Messous et de Dely Ibrahim 1 et 2 (Alger), afin de s'enquérir de l'avancement des travaux d'aménagement global, en vue d'offrir aux étudiants de bonnes conditions d'hébergement, a indiqué hier un communiqué du ministère. Lors de cette visite, effectuée mardi soir, M. Baddari a inspecté « les travaux d'étanchéité, de rénovation des réseaux électriques et de plomberie, de peinture et de pose des éléments de menuiserie », précise la même source. Le ministre s'est également enquis des travaux d'aménagement des kitchenettes à chaque étage des pavillons et de réhabilitation des douches, des restaurants universitaires, du système de chauffage et des espaces verts. A cette occasion, M. Baddari a insisté sur « l'accélération de la cadence des travaux et le respect des normes de qualité, afin d'offrir aux étudiants de bonnes conditions d'hébergement à la prochaine rentrée universitaire ». ■

INGÉNIERIE, HYDROCARBURES ET TECHNOLOGIES

KBR veut écrire un nouveau chapitre en Algérie

Déjà solidement implantée en Algérie depuis les années 1980, la société américaine KBR entend donner une nouvelle dimension à son partenariat avec Sonatrach. Présente sur plusieurs grands projets historiques, l'entreprise affiche aujourd'hui de nouvelles ambitions dans les hydrocarbures, l'ingénierie, la gestion de projets et les technologies avancées. Reçue par le ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, sa délégation a réaffirmé sa volonté de faire de l'Algérie un marché prioritaire en Afrique du Nord, avec la création envisagée d'une structure dédiée à l'ingénierie et à la gestion de projets.



La société américaine KBR (Kellogg Brown & Root) affiche de grandes ambitions pour le marché algérien. Reçue hier, par le ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, une délégation de l'entreprise a fait part de sa volonté de faire de l'Algérie un marché prioritaire en Afrique du Nord, selon un communiqué du ministère. La délégation était composée du vice-président du développement commercial, Alp Togay Kurum, et du président des solutions technologiques durables, Jay Ibrahim. Elle a été reçue en présence du président-directeur général du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, ainsi que de plusieurs cadres du ministère. Les discussions ont essentiellement porté sur les perspectives de renforcement de la présence de KBR en Algérie, ainsi que sur les possibilités de développer de nouvelles formes de coopération et de partenariat autour de plusieurs projets stratégiques. Les échanges ont notamment concerné les domaines de l'ingénierie, de la gestion de projets et des technologies avancées, précise le communiqué. À cette occasion, la société américaine a réaffirmé son intérêt pour l'accompagnement de Sonatrach, en mettant à son service son expertise technique et managériale ainsi que ses technologies de pointe dans le secteur des hydrocarbures. KBR entend notamment contribuer aux efforts visant à accroître les capacités de

production de pétrole et de gaz, mais également accompagner le développement de la pétrochimie. Cette volonté s'appuie sur une présence ancienne de l'entreprise en Algérie et sur une relation historique avec Sonatrach, qui remonte au début des années 1980. Durant cette période, KBR a participé à la réalisation de plusieurs projets majeurs, notamment des installations de gaz naturel liquéfié à Skikda et Arzew, des unités de traitement du gaz et du pétrole, ainsi que des unités de production d'ammoniac. L'entreprise a également contribué à plusieurs programmes de rénovation et de modernisation des installations industrielles. Forte de cette expérience, KBR ambitionne désormais de franchir une nouvelle étape dans son implantation en Algérie. L'entreprise a ainsi réaffirmé son intention de faire du marché algérien une priorité en Afrique du Nord, avec la perspective de créer, au niveau national, une structure dédiée à l'ingénierie et à la gestion de projets. Cette structure devrait s'appuyer à la fois sur les compétences et les ressources locales et sur les capacités de l'entreprise à l'international. Pour sa part, Mohamed Arkab a mis en avant l'importance de consolider les partenariats avec les entreprises mondiales de premier plan et de tirer pleinement profit de leur expertise et de leurs technologies avancées. L'objectif est de contribuer au développement et à la modernisation des installa-

tions énergétiques et industrielles nationales, tout en renforçant le contenu local et en favorisant le transfert de savoir-faire et d'expertise. Le ministre a également appelé KBR à saisir les opportunités offertes par le marché algérien et à prendre part aux grands projets d'investissement inscrits dans les priorités du secteur. Il a notamment cité le développement du gaz, l'industrie de transformation ainsi que les technologies modernes, autant de domaines appelés à jouer un rôle important dans la diversification et la consolidation des capacités industrielles et énergétiques du pays. De son côté, la délégation de KBR a exprimé son vif intérêt pour approfondir sa présence en Algérie et participer à la réalisation de grands projets industriels et d'investissement. Elle a confirmé sa disponibilité à mobiliser son expertise, ses capacités technologiques et ses compétences en ingénierie afin d'accompagner les programmes de développement de l'Algérie. Cette démarche traduit également la volonté de l'entreprise américaine d'inscrire sa relation avec Sonatrach et les institutions nationales dans une perspective de coopération durable, en s'appuyant sur son expérience historique en Algérie tout en ouvrant de nouvelles perspectives dans l'ingénierie, les technologies avancées, la modernisation industrielle et le développement des hydrocarbures.

Y.R.

Protection des marques

Un webinar de l'OMPI dédié aux PME le 23 septembre

L'institut national algérien de propriété industrielle (INAPI) annonce que l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle OMPI organise un webinar consacré au Système de Madrid, intitulé : « Le Système de Madrid pour les PME – Une voie simple pour protéger votre marque sur les marchés mondiaux ». Le webinar est prévu le 23 septembre 2026 de 15h00 – 16h00 (heure d'Alger) En ligne en langue Française

Ce webinar permettra aux PME de mieux comprendre le fonctionnement du Système de Madrid et de découvrir comment il peut faciliter la protection de leurs marques à l'international, notamment dans le cadre de leur développement sur les marchés étrangers.

F.A.

Électricité

L'APRUE poursuit sa campagne de proximité pour promouvoir les éco-gestes durant l'été 2026

L'Agence nationale pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie poursuit sa campagne nationale de sensibilisation à la rationalisation de l'utilisation de l'électricité, été 2026, avec une action de proximité au bureau d'Algérie Poste de Dar El Beïda.

«Grâce à la densité de son réseau et à sa proximité avec les usagers, Algérie Poste s'associe activement à cet effort national pour diffuser les éco-gestes de l'été», indique l'APRUE. Sur le terrain, les équipes de l'APRUE et de Sonelgaz se sont entretenues avec les citoyens afin d'échanger sur les bonnes pratiques de consommation électrique et de proposer des réflexes simples pour alléger la facture durant la saison estivale.

L'objectif étant d'instaurer durablement une véritable culture de maîtrise de l'énergie. «Mobilisons-nous : chaque geste compte pour faire de la sobriété énergétique un réflexe collectif», ajoute l'APRUE.

F.A.

SAIDAL

Vers un partenariat stratégique avec le Niger dans le secteur pharmaceutique

Le Directeur général (DG) du groupe Saidal, Younes Bouarara, a examiné, mardi à Alger, avec l'ambassadeur de la République du Niger auprès de l'Algérie, Aminou Malam Manzo, les voies et moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux pays dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, notamment à travers la fourniture de médicaments essentiels produits localement en Algérie, en réponse à une demande formulée par les autorités nigériennes, indique un communiqué du groupe, selon l'APS. Cette rencontre, tenue au siège de la Direction générale du groupe public, s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération et du partenariat entre l'Algérie et le Niger dans le domaine pharmaceutique, du soutien et du développement du système de santé et du renforcement

des capacités de production pharmaceutique au Niger, en application des instructions des hautes autorités du pays visant à relancer la coopération stratégique entre les deux pays, précise la même source. La rencontre a permis d'examiner plusieurs axes de coopération d'intérêt commun, dont le dossier relatif à la fourniture, dans les meilleurs délais, de médicaments essentiels produits localement en Algérie, en réponse à une demande formulée par les autorités nigériennes, dans le cadre des efforts visant à assurer la satisfaction des besoins du marché nigérien en produits pharmaceutiques essentiels, selon le communiqué. Les discussions ont également porté sur les perspectives d'établir un partenariat stratégique durable entre les deux parties, notamment à travers le transfert de technologies et de l'expertise algérienne dans le domaine de l'in-

dustrie pharmaceutique, ainsi que la formation et la qualification des compétences nigériennes. Les deux parties ont, en outre, examiné la possibilité de produire des médicaments destinés au marché nigérien au niveau des unités industrielles algériennes, dans l'attente de l'achèvement du développement et du renforcement des infrastructures locales dédiées à la production pharmaceutique au Niger. À cette occasion, M. Bouarara a présenté les différents projets stratégiques du groupe, notamment ceux liés à la production de matières premières destinées à la fabrication de médicaments, qui s'inscrivent dans la vision des hautes autorités du pays visant à renforcer les capacités nationales de l'industrie pharmaceutique et à garantir la souveraineté pharmaceutique, tout en soutenant la démarche visant à élargir la présence des produits phar-

maceutiques algériens sur les marchés africains et à contribuer au développement d'un système industriel pharmaceutique intégré à l'échelle continentale. À l'issue de la rencontre, les deux parties ont souligné l'importance d'accélérer la concrétisation des axes de coopération examinés, à travers la mise en place d'un groupe de travail conjoint chargé du suivi des différents dossiers évoqués, le renforcement de la coordination et des échanges entre les deux parties, ainsi que la simplification des procédures administratives y afférentes, de manière à transformer les opportunités de coopération et de partenariat en projets concrets, durables et profitables aux deux pays, tout en soutenant les efforts conjoints visant à assurer la sécurité sanitaire et pharmaceutique dans la région.

R.E.

FONCIER ÉCONOMIQUE

Accélération de la **régularisation** pour libérer le potentiel d'investissement

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations des hautes autorités du pays, les opérations visant à recenser le foncier économique, à assainir sa situation juridique et à renforcer les mécanismes de sa gestion se poursuivent à travers les différentes wilayas.



FATIHA A.

La régularisation de la situation du foncier économique constitue désormais un axe important de l'action des pouvoirs publics en faveur de la promotion de l'investissement et de l'amélioration du climat des affaires. « Cette opération, menée conformément aux instructions des hautes autorités du pays et aux orientations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, vise à accélérer le traitement des dossiers en suspens et à garantir une meilleure exploitation des assiettes foncières disponibles », a indiqué hier le ministère de l'intérieur, des collectivités locales et des transports sur sa page officielle facebook. Cette démarche vise notamment à lever les blocages administratifs, récupérer les terrains inexploités et les réorienter vers des projets d'investissement créateurs de richesse et d'emplois. Les efforts engagés portent en premier lieu sur l'identification et le recensement du foncier économique, à travers un travail visant à déterminer avec précision les terrains disponibles, leur statut juridique ainsi que leur niveau d'exploitation. Cette démarche doit permettre de disposer d'une vision plus claire du patrimoine foncier mo-

bilisable au profit des investisseurs et de faciliter son orientation vers les activités économiques prioritaires. Parallèlement, les autorités œuvrent à l'assainissement de la situation juridique du foncier économique, afin de traiter les différentes situations en suspens et de réduire les contraintes susceptibles de retarder la concrétisation des projets. La clarification des statuts et la régularisation des dossiers constituent ainsi un préalable essentiel pour permettre une mobilisation plus efficace des terrains destinés à l'investissement. L'opération vise également à lever les différents obstacles administratifs qui peuvent entraver l'accès des investisseurs au foncier ou retarder la réalisation de leurs projets. L'objectif est de fluidifier les procédures, d'améliorer la coordination entre les différents services concernés et de réduire les délais de traitement des dossiers. Dans cette perspective, une attention particulière est accordée aux situations des assiettes foncières attribuées mais demeurées inexploitées. Leur récupération et leur réaffectation figurent parmi les priorités de cette démarche, dans le but d'éviter l'immobilisation de terrains qui pourraient contribuer à la réalisation de projets économiques. Les terrains récupérés devraient ainsi être réorientés vers des investissements sérieux et effectivement réalisables, confor-

mément aux règles en vigueur et aux objectifs de développement local et national. Cette approche vise à garantir une utilisation optimale du foncier économique et à privilégier les projets susceptibles de générer une véritable valeur ajoutée. Au-delà de la seule régularisation administrative, l'assainissement du foncier économique s'inscrit dans une stratégie plus large visant à améliorer l'environnement de l'investissement. La disponibilité d'assiettes foncières clairement identifiées et juridiquement assainies représente en effet un facteur déterminant pour attirer les investisseurs et accélérer la concrétisation des projets. La mobilisation de ces terrains devrait également contribuer à soutenir les projets de développement dans les différentes régions du pays, tout en favorisant la création de nouvelles activités économiques. À terme, cette dynamique doit permettre de stimuler la création de richesse, de diversifier le tissu économique local et de générer davantage de postes d'emploi. Les efforts se poursuivent ainsi pour achever l'opération d'assainissement du foncier économique et établir un inventaire précis des assiettes disponibles. L'objectif est de mettre à la disposition des investisseurs un foncier mieux organisé, transparent et adapté aux besoins des différents secteurs d'activité.

Électricité

Adjal mise sur la mobilité électrique et une consommation mieux maîtrisée

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, hier, une réunion de travail consacrée à l'examen de plusieurs dossiers liés au développement du système électrique national, notamment la mobilité électrique et le projet de tarification de la consommation selon les plages horaires, avec pour objectif d'améliorer la gestion de la demande en électricité et de rationaliser la consommation.

Selon un communiqué du ministère, cette réunion s'est tenue en présence de plusieurs cadres et responsables centraux du secteur, ainsi que de responsables de haut niveau du groupe Sonelgaz et de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG). Les participants ont notamment examiné les perspectives de développement de la mobilité électrique en Algérie, à travers le renforcement des infrastructures dédiées à la recharge des véhicules électriques. Les discussions ont également porté sur les moyens d'intégrer progressivement ce nouveau mode de transport au sein du système électrique national.

La réunion a également abordé les mécanismes de tarification de l'électricité en fonction des périodes de consommation, une approche destinée à optimiser la gestion de la demande et à encourager une utilisation plus rationnelle de l'énergie. Ce dispositif devrait notamment contribuer à réduire la pression exercée sur le réseau électrique durant les périodes de forte consommation.

Dans le même contexte, le rôle de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz a été examiné, notamment en ce qui concerne l'encadrement des aspects réglementaires et tarifaires liés à ces dossiers. L'objectif est d'accompagner les évolutions du secteur tout en maintenant un équilibre entre l'efficacité du système électrique et la protection des intérêts des consommateurs.

À cette occasion, le ministre Mourad Adjal a insisté sur l'importance de poursuivre les efforts visant à développer des solutions innovantes et durables, conciliant efficacité énergétique, modernisation du système électrique et promotion des énergies propres.

F.A.

PRIX À LA CONSOMMATION À ALGER

Légère baisse en juin, mais l'inflation annuelle reste à 8,4 %

L'Indice Brut des Prix à la Consommation de la ville d'Alger a enregistré une légère baisse de 0,1 % en juin 2026 par rapport au mois précédent, après une progression de 0,3 % en mai. Cette évolution s'explique principalement par le recul des prix des produits alimentaires, notamment ceux des produits agricoles frais. Sur un an, toutefois, les prix à la consommation affichent une hausse de 8,4 %, selon les chiffres rendus publics hier par l'Office national des statistiques (ONS). L'évolution des prix à la consommation dans la capitale a connu un léger infléchissement en juin 2026. Selon les données disponibles, l'Indice Brut des Prix à la Consommation de la ville d'Alger s'est contracté de près de 0,1 % par rapport au mois de mai, marquant ainsi un retournement après la hausse de 0,3 % enregistrée le mois précédent. Cette tendance contraste avec celle observée en juin 2025, lorsque l'indice avait progressé de manière modérée de 0,2 % par rapport à mai de la même année.

La légère baisse enregistrée en juin s'explique essentiellement par le repli des prix des biens alimentaires, qui ont diminué de 0,3 % sur un mois. Cette évolution est notamment liée à la baisse des prix des produits agricoles frais, lesquels ont reculé de 0,7 %. Dans le détail, les variations apparaissent toutefois contrastées selon les catégories de produits. Les fruits ont ainsi connu une hausse importante de 11,9 %, tandis que les prix de la pomme de terre se sont envolés de 32,1 %. À l'inverse, plusieurs produits agricoles frais ont enregistré des baisses sensibles. Les reculs les plus marqués concernent la viande et les abats de mouton, dont les prix ont diminué de 4,9 %, les légumes (-4,5 %) et la viande de poulet (-4,8 %). Cette évolution des prix des produits frais a donc largement contribué à contenir l'évolution mensuelle globale de l'indice. Les produits alimentaires industriels ont, pour leur part, enregistré une légère progression de 0,2 % au cours du mois. En dehors de l'alimentation, les autres composantes de l'in-

dice ont évolué à la hausse. Les prix des biens manufacturés ont progressé de 0,1 %, tandis que ceux des services ont augmenté de 0,3 % en juin par rapport au mois précédent. Une fois corrigé des variations saisonnières, l'Indice des Prix à la Consommation fait toutefois ressortir une hausse de 0,2 % en juin 2026 par rapport à mai. Cet indicateur permet de mieux apprécier la tendance sous-jacente de l'évolution des prix en neutralisant certains effets saisonniers. Malgré le léger recul observé sur un mois, la situation apparaît différente lorsqu'elle est examinée sur une base annuelle. En juin 2026, et par rapport au même mois de 2025, les prix à la consommation à Alger affichent une progression de 8,4 %. Cette hausse annuelle est notamment alimentée par l'évolution des prix des biens alimentaires, qui ont augmenté de 7,9 % sur un an. Les produits agricoles frais se distinguent particulièrement, avec une progression de 14,8 % entre juin 2025 et juin 2026. La viande et les abats de mouton affichent à eux

seuls une hausse de 18,3 % sur cette période, illustrant le poids important des produits frais dans l'évolution annuelle des prix alimentaires. En revanche, les produits alimentaires industriels ont connu une évolution beaucoup plus modérée, avec une hausse limitée à 0,1 % sur un an, traduisant une relative stabilité des prix dans cette catégorie. Sur le front des biens manufacturés, les prix sont restés relativement stables en juin par rapport au mois précédent. Sur une année, ils affichent néanmoins une progression de 11,1 %, soit une hausse supérieure à celle enregistrée par les produits alimentaires. Les services présentent une dynamique plus contenue. Après une hausse de 0,3 % sur un mois en juin, leurs prix ont augmenté de 2,2 % par rapport à juin 2025. Sur une période de douze mois, allant de juillet 2025 à juin 2026, comparée à la période allant de juillet 2024 à juin 2025, le rythme d'inflation annuel s'établit à 2,5 %.

F.A.

TISSEMSILT

Mise en service de plusieurs structures scolaires

Ces nouvelles infrastructures, dont la mise en service est prévue progressivement, devraient contribuer à réduire la pression sur les établissements scolaires lors de la prochaine rentrée et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves.

La wilaya de Tissemsilt sera renforcée, à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire 2026-2027, par plusieurs nouvelles structures scolaires pertinentes des trois cycles d'enseignement. Une visite de terrain a été effectuée mardi par le wali, Fethi Bouzaïd, pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux et du niveau de préparation des chantiers des établissements scolaires. Au chef lieu de wilaya, où le responsable a inspecté plusieurs projets de réalisation et d'équipement de structures éducatives, il a été précisé que le secteur compte au total 12 infrastructures éducatives, dont neuf groupes scolaires, deux collèges d'enseignement moyen (CEM) et un lycée. A cette occasion, le wali a insisté sur la nécessité de veiller à la qualité des travaux et des équipements, tout en accélérant l'achèvement des opérations de raccordement des établissements aux réseaux d'électricité, de gaz naturel, d'eau potable et d'Internet, en prévision de leur mise en service dans les délais impartis. Dans le cycle primaire, la délégation a inspecté les projets de réalisation et d'équipement de neuf écoles primaires dans la commune de Tissemsilt, dont trois établissements implantent au niveau du pôle urbain «Souidani Boudjemaa», dans la zone de Boumengouche, où le taux d'avancement des travaux a atteint 70 %. L'opération concerne également trois autres écoles primaires réalisées au niveau des quartiers Sanaouer (4.960 logements), sur la route de Hamadia et au niveau du site des 500 logements, dont les travaux sont en phase finale, en prévision de leur livraison. Les trois établissements restants, situés au quartier Hassan Abdelkader (1.184 logements), affichent, pour leur part, un taux d'avancement proche de 90 %. Parmi ces infrastruc-



tures figurent également deux écoles primaires de remplacement, destinées à se substituer aux écoles « Malek Bennabi » et « El Bachir El Ibrahim » , selon les explications données. Concernant le cycle moyen, deux nouveaux CEM devraient être réceptionnés dans la commune de Tissemsilt. Les deux structures affichent plus de 95 % de taux d'avancement de travaux et leur mise en service est prévue

avant le 15 septembre en cours. Pour le cycle secondaire, un nouveau lycée a été réceptionné dans la commune de Tissemsilt. Ces nouvelles infrastructures, dont la mise en service est prévue progressivement, devraient contribuer à réduire la pression sur les établissements scolaires lors de la prochaine rentrée et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, at-on indiquées.

RÉSEAUX ÉLECTRIQUE ET GAZIER

Raccordement de dix établissements scolaires à Constantine

Dix établissements scolaires des trois paliers d'enseignement ont été raccordés dans la wilaya de Constantine, aux réseaux électrique et gazier, en prévision de la rentrée scolaire 2026-2027, a-t-on appris lundi auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz Ali Mendjeli. Il s'agit de quatre (4) écoles primaires, dont deux (2) implantées à l'extension Ouest de la circonscription administrative

Ali Mendjeli et une (1) au site suburbain Belahreche dans la commune d'El Khroub, et une autre (1) à la cité des 1900 logements publics locatifs (LPL) dans la ville Ali Mendjeli, a précisé à l'APS le directeur de distribution au sein de cette direction, Miloud Boughougal. Ces raccordements ont ciblé également deux (2) structures d'enseignement moyen, dont un (1) collège réalisé au pôle urbain de 4000 LPL dans la com-

mune d'Ain Abid et un (1) autre, à la ville Massinissa (El Khroub), a ajouté la même source. S'agissant du cycle d'enseignement secondaire, 4 lycées, dont 3 réalisés à Ali Mendjeli et 1 au pôle 4000 LPL d'Ain Abid, ont également été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz, a indiqué M. Boughougal. Un budget d'investissement de l'ordre de 30 millions DA a été mobilisé pour la réalisation de ces raccordements, selon le responsable

CONTRÔLE ET ANALYSE DES PRODUITS DE LA MER À ORAN

Réception de l'annexe du laboratoire national début 2027

L'annexe du Laboratoire national de contrôle et d'analyse des produits de la pêche et de l'aquaculture et de l'hygiène des milieux dans la wilaya d'Oran devrait être réceptionnée au début de l'année 2027, alors que le taux d'avancement des travaux de réalisation de cette infrastructure à vocation régionale a atteint 55 %, at-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya. Le wali d'Oran, Brahim Ouchène, a effectué, lundi, une visite d'inspection au projet de réalisation de cette infrastructure, supervisée par la direction de la Pêche et de l'Aquaculture. Il a reçu

des explications sur l'état d'avancement des travaux et les différentes étapes de réalisation du projet, insistant à cette occasion sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux, afin de garantir la réception de l'infrastructure dans les délais impartis. Le directeur de la Pêche et de l'Aquaculture de la wilaya, Menaouar Meghni Sendid, a indiqué que cette infrastructure à vocation régionale constituera un appui important au dispositif de contrôle des produits de la pêche et de l'aquaculture, à travers la mise à disposition d'un espace spécialisé pour effectuer différents types d'analyses et vérifier la conformité des produits

aux normes en vigueur. Il a ajouté que les services de cette annexe seront accessibles aux différents établissements et organismes chargés du contrôle, notamment les directions du commerce et les services d'inspection vétérinaire, ce qui permettra de renforcer la coordination et l'échange d'expertises et d'améliorer l'efficacité du dispositif de contrôle des produits de la mer à l'échelle régionale. Cette infrastructure devrait contribuer à renforcer les capacités d'analyse et de contrôle sanitaire et scientifique des produits de la mer commercialisés, ainsi qu'à appuyer les opérations de suivi et de contrôle de l'hygiène

des milieux marins, contribuant ainsi à la protection du consommateur et à la garantie de la qualité des produits issus des activités de pêche et d'aquaculture. La réalisation de cette annexe s'inscrit dans le cadre du renforcement des infrastructures scientifiques et techniques accompagnant les activités de pêche et d'aquaculture, ainsi que du développement des moyens de contrôle des produits de la mer et des milieux qui leur sont liés, de manière à accompagner l'évolution de ce secteur et à répondre aux exigences sanitaires et scientifiques aux niveaux régional et national.

CAMPAGNE 2025-2026

Plus d'un million de quintaux de céréales collectés à Relizane

La campagne de moisson-battage au titre de la saison agricole 2025-2026, récemment achevée dans la wilaya de Relizane, s'est soldée par la collecte d'environ 1,05 million de quintaux de différentes variétés de céréales, soit une nette progression par rapport à la saison précédente, dont la production n'avait pas dépassé 300.000 quintaux, à-on appris récemment auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Le chef du service de l'organisation de la production et de l'appui technique auprès de la DSA, Houcine Djebbar, a précisé à l'APS que cette récolte, collectée au niveau des centres de stockage pertinents des deux coopératives des céréales et légumes secs (CCLS) d'Oued Rhiou et de Relizane, a été réalisée sur une superficie totale de 88.000 hectares consacrée aux différentes variétés de céréales.

Selon le même responsable, cette hausse de la production céréalière s'explique notamment par les importantes retenues conservées dans la région, particulièrement durant les mois de janvier et février, où ont favorisé l'amélioration des rendements des cultures.

Le rendement moyen des céréales s'est établi à environ 16 quintaux à l'hectare, tandis que des rendements pouvant atteindre 60 quintaux à l'hectare ont été enregistrés dans certaines zones à forte productivité, notamment à Mendès et Sidi M'hamed Ben Ali, a-t-il ajouté.

Dans le cadre du renforcement des capacités de stockage, la wilaya de Relizane a retenu, durant la présente campagne agricole, de six centres de stockage de proximité des céréales, mis en service avec une capacité de 50.000 quintaux chacun, sur un total de huit entrepôts attribués à la wilaya. Implantées dans les communes de Sidi Khettab, Belassel Bouzegza, Had Chekala, Ouled Aïche et Sidi M'hamed Ben Ali, ces nouvelles infrastructures ont permis de porter les capacités de stockage de la wilaya de 900.000 à 1,2 millions de quintaux. Elles contribuent également à améliorer les conditions de conservation des récoltes et à rapprocher les capacités de stockage des exploitations agricoles. Par ailleurs, d'importants moyens matériels ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de la campagne de moisson-battage. Le dispositif mis en place a notamment mobilisé 324 moissonneuses-batteuses, 3.346 tracteurs, 629 presses à balles, 1.240 ciernes et plus de 1.700 remorques, en plus d'autres équipements, a indiqué M. Djebbar. Ces moyens ont contribué à assurer le déroulement de la campagne dans de bonnes conditions et à faciliter la collecte et le stockage de la production céréalière à travers la wilaya.

ANÉMIE CHEZ L'ENFANT

Reconnaître les premiers signes pour agir rapidement

L'anémie touche de nombreux enfants, en particulier durant la petite enfance et l'adolescence, deux périodes clés de croissance. Ce trouble, qui correspond à un manque de globules rouges ou d'hémoglobine dans le sang, a des conséquences directes sur l'énergie, la concentration et la santé globale de l'enfant.



PAR AMEL B

Une fatigue inhabituelle, un enfant plus pâle que d'ordinaire, des difficultés à se concentrer ou un essoufflement lors d'efforts qui étaient auparavant bien tolérés : ces signes peuvent sembler banals, mais ils méritent parfois l'attention des parents. L'anémie correspond à une diminution du taux d'hémoglobine dans le sang, cette protéine des globules rouges indispensable au transport de l'oxygène vers les organes et les tissus. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), environ 40 % des enfants âgés de 6 à 59 mois dans le monde sont concernés par l'anémie, ce qui en fait un véritable enjeu de santé publique, particulièrement durant les périodes de croissance rapide. Chez l'enfant, la cause la plus fréquente est la carence en fer, même si l'anémie peut également être liée à des infections, des maladies chroniques, des pertes de sang ou certaines maladies héréditaires. Les experts rappellent que la carence en fer constitue la carence nutritionnelle la plus fréquente dans le monde et qu'elle peut avoir des conséquences sur le développement neurologique et les capacités d'apprentissage lorsqu'elle apparaît précocement. Les premiers signes sont souvent discrets. L'enfant peut paraître plus fatigué, manquer d'entrain, être davantage irritable ou avoir moins envie de jouer. Une pâleur de la peau ou de l'intérieur des paupières, des maux de tête, des vertiges ou un essoufflement à

l'effort peuvent également apparaître, notamment lorsque l'anémie devient plus importante. Chez certains enfants, la concentration et les performances scolaires peuvent diminuer, tandis que les plus jeunes peuvent devenir plus difficiles à stimuler ou dormir davantage. Les recommandations pédiatriques américaines publiées en 2026 soulignent également un signe moins connu : le pica, c'est-à-dire l'envie persistante de manger ou de mâcher des substances non alimentaires comme la glace, la terre, le papier ou le carton.

Chez l'adolescent, une attention particulière doit être portée aux jeunes filles ayant des règles abondantes, car les pertes sanguines peuvent favoriser progressivement une carence en fer. L'alimentation constitue également un facteur important : une consommation insuffisante d'aliments riches en fer ou, chez le jeune enfant, une consommation excessive de lait de vache peut augmenter le risque de carence martiale. Mais attention : une fatigue ou une pâleur ne suffisent pas à diagnostiquer une anémie. Comme le rappelle l'American Academy of Pediatrics, ces symptômes peuvent avoir de nombreuses causes et l'anémie peut parfois rester longtemps peu visible. Le diagnostic repose donc sur un examen médical et une prise de sang, notamment un hémogramme permettant de mesurer l'hémoglobine, complété selon la situation par le dosage de la ferritine et d'autres analyses destinées à rechercher l'origine de l'anémie. La prise en charge dépend ensuite de la cause. En cas de carence

en fer confirmée, le médecin peut recommander une supplémentation en fer et adapter l'alimentation de l'enfant. Il est déconseillé de donner du fer à un enfant sans avis médical, car toutes les anémies ne sont pas dues à une carence en fer et un traitement inapproprié peut retarder la recherche de la véritable cause. Une alimentation variée, comprenant des aliments naturellement riches en fer comme la viande, le poisson, les œufs, les légumineuses et certains légumes, contribue néanmoins à prévenir les déficits nutritionnels. Chez les tout-petits comme chez les adolescents, une vigilance particulière est donc nécessaire pendant les périodes où les besoins en fer augmentent. En somme, une fatigue persistante, une pâleur inhabituelle, un essoufflement, des vertiges, une irritabilité ou des difficultés de concentration ne doivent pas être automatiquement attribués au manque de sommeil ou au rythme scolaire. Si ces signes persistent ou s'associent à une perte d'énergie importante, à un retard de croissance, à des règles abondantes chez l'adolescente ou à des envies inhabituelles de consommer des produits non alimentaires, un avis médical permet de vérifier rapidement s'il existe une anémie et surtout d'en identifier la cause. Selon les experts, une détection précoce est importante, car une carence en fer prolongée chez l'enfant peut affecter les fonctions cognitives et le développement, tandis qu'une prise en charge adaptée permet généralement de corriger le problème.

A.B

Tissemsilt

93 nouveaux paramédicaux pour renforcer l'encadrement sanitaire

Le secteur de la santé dans la wilaya de Tissemsilt vient d'être renforcé par 93 nouveaux paramédicaux, diplômés de l'Institut de formation paramédicale, en vue de consolider l'encadrement sanitaire au niveau des différents établissements de santé de la wilaya, a-t-on appris auprès de la directrice de l'Institut, Wahiba Malki. Dans une déclaration à l'APS, Mme Malki a précisé que ces nouveaux diplômés, issus de la promotion de juillet dernier, ont suivi une formation de 36 mois, encadrée par des cadres qualifiés du secteur de la santé.

Cette promotion est composée de 50 infirmiers de santé publique, 20 manipulateurs en imagerie médicale et 23 laborantins de santé publique, a indiqué la même responsable. Les procédures de recrutement de ces nouveaux agents seront engagées prochainement, avant leur affectation aux différents établissements de santé de la wilaya, notamment les établissements publics hospitaliers et les établissements publics de santé de proximité, en fonction des besoins exprimés par chaque structure, a-t-elle ajouté. L'arrivée de ce nouveau personnel paramédical contribuera à renforcer les capacités d'encadrement et de prise en charge des patients au niveau des différentes structures sanitaires de la wilaya, notamment les hôpitaux, les polycliniques et les salles de soins, répartis à travers les 22 communes de Tissemsilt.

MAGNÉSIUM

Les aliments à privilégier pour faire le plein d'énergie

Fatigue au réveil, coups de mou dans la journée, crampes nocturnes ou sensation de nervosité... Une alimentation insuffisamment riche en magnésium peut parfois contribuer à ces désagréments. Selon les experts, ce minéral essentiel intervient dans plus de 300 réactions de l'organisme, notamment dans la production d'énergie, le fonctionnement des muscles et du système nerveux, la régulation de la tension artérielle, le métabolisme et la santé osseuse. Les besoins quotidiens sont estimés autour de 300 mg pour les femmes et 380 mg pour les hommes, même si

les recommandations peuvent varier selon l'âge, le sexe et certaines situations particulières. Pour augmenter naturellement ses apports, plusieurs aliments sont particulièrement intéressants. Les graines de courge arrivent parmi les meilleures sources, avec environ 535 mg de magnésium pour 100 g. Les graines de chia et de lin sont également de bonnes options, faciles à ajouter à un yaourt, ou une salade. Le chocolat noir riche en cacao, qui peut apporter environ 400 à 500 mg de magnésium pour 100 g, peut être consommé en petite quantité, tandis que les amandes, avec près de 260 mg pour 100 g, constituent une

collation intéressante. Le quinoa et les produits céréaliers complets permettent également d'augmenter les apports tout en privilégiant des féculents plus riches en fibres. Les légumineuses, comme les pois chiches, les lentilles, les haricots, représentent elles aussi une source intéressante de magnésium et contribuent à une alimentation rassasiante. L'avocat apporte du magnésium ainsi que des graisses insaturées, tandis que les légumes verts à feuilles, notamment les épinards cuits, le chou, associent magnésium et fibres. La banane, peut constituer une collation pratique, notamment avant ou après une activité phy-

sique. Au quotidien, il est donc possible de composer des repas simples et variés, selon le site Doctissimo, l'alimentation doit être privilégiée avant d'envisager une supplémentation en magnésium. Les compléments peuvent provoquer des troubles digestifs, notamment des diarrhées, selon leur forme et leur dosage. En cas de fatigue persistante, de crampes répétées ou de symptômes inhabituels, il est préférable de demander conseil à un professionnel de santé plutôt que d'attribuer automatiquement ces signes à un manque de magnésium.

TURQUIE

Contact perdu avec un cargo et ses dix membres d'équipage

Les autorités turques ont annoncé mercredi avoir perdu contact avec un cargo et ses dix membres d'équipage après une collision dans la nuit avec un autre navire en mer de Marmara, au sud-ouest d'Istanbul. Ces deux navires commerciaux turcs sont «entrés en collision» aux alentours de 03H00 (00H00 GMT) à 18 milles nautiques (environ 33 km) au sud de Silivri, un district de l'ouest d'Istanbul. «Il est actuellement impossible d'établir le contact avec le navire marchand Tugberk Imamoglu et ses 10 membres d'équipage», a indiqué le gouvernement d'Istanbul dans un communiqué. Des navires et un hélicoptère «poursuivent leurs opérations de recherche», a ajouté le gouvernement en précisant qu'«aucun dommage visible n'a été constaté» sur le deuxième navire, le pétrolier-chimique Alsou. Les autorités n'ont pas précisé quelle cargaison transportait le Tugberk Imamoglu, qui traversait la mer de Marmara en direction de la mer Noire.

GUINÉE-BISSAU

Adoption du projet de nouvelle Constitution

Les Bissau-Guinéens ont approuvé un projet de nouvelle Constitution qui vise à passer à un régime présidentiel pour remplacer l'actuel système semi-parlementaire, selon les résultats annoncés, mardi, par la Commission électorale du pays après le dépouillement de l'ensemble des bulletins de vote. Selon les résultats des votes du référendum organisé dimanche, le «Oui» l'emporte à «70%». La présidente de la Commission nationale électorale, Carmen Izaura Lobo, a qualifié le référendum de «succès» grâce au «professionnalisme» des commissions régionales et des agents déployés dans les bureaux de vote. Elle s'est félicitée, lors d'un point de presse, de la «transparence» et de la «crédibilité» du processus référendaire. Ce scrutin précède de quelques mois les élections générales prévues le 6 décembre.

ACCORD ENTRE LE FMI ET LE SÉNÉGAL

Un programme d'aide de 2,2 milliards de dollars

Le FMI est parvenu à un accord avec le Sénégal en vue de la mise en place d'un programme d'aide de 2,2 milliards de dollars (2026-2029), a annoncé l'institution financière internationale dans l'émission d'une mission au Sénégal. Cet accord «de 36 mois au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), d'un montant d'environ 2,2 milliards de dollars», doit encore être soumis à l'approbation du Conseil d'administration du Fonds monétaire international. Le ministre sénégalais des Finances, Cheikh Diba, s'est dit mardi «heureux» d'annoncer que le Sénégal et le FMI «ont conclu un accord technique qui ouvre la voie à des perspectives» de financement, lors d'un point de presse.

CRUE DANS L'HIMALAYA

Le bilan **s'élève** à 1 130 morts et près de 4 500 disparus

Plus d'une semaine après les inondations et glissements de terrain qui ont frappé les zones frontalières entre le Népal et la Chine, les secours poursuivent leurs recherches dans des conditions extrêmement difficiles. Le bilan dépasse désormais les 1 100 morts et près de 4 500 personnes restent portées disparues après des inondations et glissements de terrain dévastateurs dans l'Himalaya.

Le bilan des importantes inondations soudaines et des glissements de terrain survenus la semaine dernière à la frontière entre la Chine et le Népal s'est alourdi à 1 130 morts, tandis que près de 4 500 personnes sont portées disparues, selon les dernières données officielles publiées mercredi. 1 114 corps ont été retrouvés au Népal depuis que d'importantes inondations soudaines ont frappé le pays himalayen le 26 août, selon l'Autorité nationale pour la réduction et la gestion des risques de catastrophes. Quelque 292 personnes ont été blessées et 3 916 restent portées disparues. Les autorités ont indiqué qu'environ 12 000 personnes avaient été secourues dans les zones touchées par les inondations, tandis que plus de 21 000 membres des forces de sécurité, notamment de l'armée et de la police, ont été mobilisés pour participer aux opérations de recherche et de sauvetage en cours. Environ 1,6 million de personnes ont été affectées par les inondations soudaines au Népal, ont-elles ajouté. Du côté chinois de la frontière, au moins 16 personnes ont été tuées et 546 sont portées disparues, dont 261 étrangers, selon l'agence de presse Xinhua. La catastrophe a été particulièrement dévas-



tratrice dans les régions montagneuses proches de la frontière, où des torrents d'eau, de boue, de glace et de débris ont emporté des habitations, des routes et des ponts. Les premières analyses indiquent qu'un effondrement glaciaire accompagné d'une importante chute de roches et de glace dans l'Himalaya a déclenché une montée brutale des eaux dans le bassin de la rivière Bhotekoshi, transformant en quelques instants les cours d'eau en torrents capables de balayer des zones entières. Des ondes sismiques enregistrées au moment du drame avaient initialement fait penser à un séisme, avant que les analyses ne relient le phénomène à la chute massive de glace et de roches. Malgré l'ampleur du désastre, les opérations de secours se poursuivent. Les équipes doivent cependant composer avec un terrain

extrêmement instable, des cours d'eau encore dangereux, des routes coupées et des communications perturbées. Les autorités restent également attentives au risque de nouveaux glissements de terrain et à l'évolution des conditions hydrologiques dans les vallées montagneuses. La catastrophe relance par ailleurs les inquiétudes concernant la vulnérabilité croissante de l'Himalaya face aux événements hydrologiques et glaciaires extrêmes. Des spécialistes soulignent que la région est particulièrement sensible aux effets du réchauffement climatique, qui modifie les glaciers, les lacs glaciaires et la stabilité des versants. Il reste toutefois nécessaire de distinguer le rôle général du changement climatique dans l'évolution des risques de la cause précise de cet événement particulier, qui fait encore l'objet d'analyses.

VENEZUELA

L'Assemblée nationale **approuve** l'accord pétrolier avec les Etats-Unis

L'Assemblée nationale du Venezuela, où le pouvoir dispose de la majorité absolue, a conclu l'accord «historique» sur le pétrole avec les Etats-Unis qui vont prendre le contrôle de 17 gisements. Le «soutien au traité énergétique binational entre la République bolivarienne du Venezuela et les Etats-Unis d'Amérique (...) est approuvé», a déclaré le président de l'Assemblée Jorge Rodríguez, après un vote à main levée. L'accord pétrolier présenté comme «historique» par le président Donald Trump vendredi et

confirmé le lendemain par Mme Rodríguez permet aux Etats-Unis d'exploiter 17 champs pétrolifères vénézuéliens avec un potentiel de production évalué à 65 milliards de barils. Le Venezuela considère qu'il en retirera des gains de 209 milliards de dollars sur 25 ans. Le ministre américain de l'Energie, Chris Wright, devait arriver au Venezuela dans la soirée, probablement pour signer cet accord mercredi. «A qui sert ce pétrole sous terre ? A ceux qui veulent que le réseau électrique continue de tomber en panne, à ceux qui veulent que nous ne puissions pas

construire les hôpitaux que nous voulons et que nous avons besoin de construire, à ceux qui veulent que nous ne construisons pas davantage d'écoles et à ceux qui veulent que nous ne payions pas de salaires dignes», a lancé Jorge Rodríguez. «Le Venezuela possède les premières réserves de pétrole (du monde, ndlr) et c'est le 20e pays à l'exportateur. Le numéro 20 ! Et il y a ceux qui veulent que cet état de choses se poursuive», a-t-il encore dit, précisant qu'il fallait attendre la signature du contrat pour en avoir le contenu exact.

BELGIQUE

L'été 2026 a été le plus chaud jamais enregistré

L'été 2026 a été le plus chaud jamais enregistré en Belgique, avec une moyenne de 20,3 degrés sur la saison, contre 19,9 en 2018, dernier enregistré en date, d'après les températures relevées à la station de référence de l'Institut royal météorologique (IRM). Cette station, située dans la commune bruxelloise d'Uccle, en plein centre du pays, mesure les températures depuis 1833. Il fait habituellement en moyenne 17,9 degrés l'été en Belgique, d'après la «normale» calculée par l'IRM sur les trois décennies 1990, 2000 et 2010. Et si ce chiffre a déjà été dépassé à plusieurs reprises ces dernières années, c'est la première fois que la moyenne s'affiche au-delà de 20 C, relève l'institut. Elle a été poussée à la hausse notamment par un nombre record de journées dites «de chaleur», avec des températures maximales d'au moins 30 degrés. Il y a eu 15 jours de chaleur en Belgique, contre cinq lors d'un été «normal», et seule l'année 1976 en avait largement compté (18). Mais en comparaison avec l'intensité du phénomène de 1976, les vagues de chaleur ont été plus nombreuses et aussi plus précoces cette année. Celle enregistrée du 17 au 28 juin a été «la plus longue mais aussi la plus intense» de l'été 2026, selon l'IRM. Il a fait par exemple 35,5 degrés à Uccle le 26 juin, les températures maximales ayant dépassé 30 C durant sept jours. Deux autres vagues de chaleur ont frappé le pays du 28 juillet au 5 août (avec un pic à 34,4 degrés le 29 juillet) puis du 8 au 16 août (35,9 le 14 août). Partout en Europe, les températures ont atteint des niveaux exceptionnels cet été, conjuguées à de faibles pluies et une sécheresse des sols, un des effets du changement climatique d'origine humaine, selon les scientifiques.

L-1 MOBILIS

Coup d'envoi d'un championnat haletant

Un lever de rideau très attendu qui, s'il est amputé de deux affiches reportées au 22 septembre en raison des engagements continentaux du MC Alger et de la JS Saoura, promet d'ores et déjà des empoignades d'une grande intensité pour le retour sur les terrains des seize formations de l'élite. Cette première journée arrive à point nommé pour replonger les supporters dans l'effervescence du championnat. Si le MC Alger aborde cet exercice dans la peau du triple champion en titre et de grand favori, la concurrence s'annonce plus féroce que jamais. Des cylindrées comme le CR Belouizdad, l'USM Alger et la JS Kabylie affichent ouvertement des intentions de reconquête et entendent bien s'installer d'emblée dans le fauteuil de leader. Pour ces prétendants, la moindre erreur de parcours pourrait peser lourd dans une course au titre qui s'annonce extrêmement serrée. Les staffs techniques ont eu le temps de peaufiner les derniers réglages, d'intégrer les recrues estivales et de parfaire les automatismes. L'objectif commun reste d'éviter tout faux pas inaugural et d'envoyer un signal fort à la concurrence.

Le CRB au révélateur chélfien, l'USMA en déplacement piège

Troisième de la précédente édition, le CR Belouizdad entamera sa campagne samedi soir par un déplacement périlleux sur la pelouse de l'ASO Chlef. Les Rouge et Blanc, qui ont opéré plusieurs ajustements durant l'intersaison en confiant notamment les rênes de l'équipe à l'entraîneur tunisien Nabil Maâloul, n'auront pas la tâche facile face à une formation chélfienne toujours difficile à manœuvrer dans son antre. Pour le Chabab, l'enjeu est de taille : afficher un visage conquérant et faire parler son expérience pour s'emparer des trois points.

Dans le même temps, l'USM Alger fera également ses premiers pas loin de ses bases. Les Rouge et Noir se rendront à Khenchela ce vendredi avec l'obligation de négocier au mieux ce virage. Conscients qu'un prétendant au titre se doit d'être intraitable aussi bien à domicile qu'à l'extérieur, les Usmistes devront se méfier d'une équipe locale revancharde et bien décidée à créer la surprise devant son public.

Toujours ce vendredi, la JS Kabylie accueillera le promu du MB Rouissat. Portés par les fervents supporters de Tizi Ouzou, les Canaris partent largement favoris sur le papier. Toutefois, la prudence sera de mise pour éviter le piège de l'excès de confiance en ce début d'exercice. Une victoire

Après une semaine de report imposée par un légitime deuil national, suite aux tragiques incendies qui ont meurtri plusieurs wilayas du pays, le football algérien retrouve enfin ses droits. La Ligue 1 Mobilis s'apprête à lancer sa saison 2026/2027 ce jeudi 3 septembre.



permettrait à la JSK de poser de solides fondations avant de se projeter vers les prochaines échéances, bien que le calendrier lui ait réservé un choc initial face au MC Alger qui a finalement été décalé au 22 septembre en raison du parcours africain du Doyen.

Ce même report concerne également la JS Saoura, vice-championne d'Algérie, dont le déplacement prévu sur le terrain de l'US Biskra a été repoussé à la même date en raison de ses obligations en Ligue des champions de la CAF. Même son de cloche pour le MC Alger, dont le derby face au MC Oran se jouera plus tard dans le mois.

Le bal est donc ouvert pour les dix autres protagonistes de cette première journée. Entre confirmations attendues et révélations espérées, le football national s'apprête à vivre des semaines riches en

émotions, où chaque point vaudra son pesant d'or dans la quête des sommets.

H.M.

Le programme
Jeudi 03 septembre :
ESS - ESBA (19h)
JSEB-OA (21h)
Vendredi 04 septembre :
USMK-USMA (17h)
JSK- MBR (21h)
Samedi 05 septembre :
CRT-CSC (19h)
ASO-CRB (21h)
Reportés au 22 septembre :
MCA- MCO (20h)
USB- JSS (18h)

EN

Hemdani sera installé provisoirement

La solution Brahim Hemdani prend du poids du côté la FAF pour prendre en charge la sélection lors de la prochaine date FIFA.

La rumeur va bon train depuis avant hier, la déci-

sion serait prise par le président de la fédération Walid Sadi. A moins de trois semaines du début du premier stage de la rentrée 2026/2027, ce serait le duo Brahim Hemdani/Antar Yahia qui dirigerait les Verts. Pourtant il n'y a rien d'officiel pour le moment mais du côté de Dely Brahim on teste l'opinion, surtout après le sacre aux Jeux Méditerranéens en Italie.

Comme déjà annoncé, du côté de FAF bien que

Antar Yahia soit considéré comme le décisionnaire, on pense à la solution Hemdani pour donner du poids et de la crédibilité à un attelage provisoire qui pourrait durer !

Faute de profil Européen, le premier décisionnaire du sport en Algérie on envisage pourquoi de tenir au moins jusqu'à la CAN 2027 l'été prochain avec ces deux anciens internationaux, à condition que les résultats suivent en Septembre et Octobre.

R.S.

OGC Nice

L'international espoirs Ben Idder signe

Le défenseur international espoirs algérien Abdelhak Ben Idder (19 ans) s'est engagé avec l'OGC Nice, en provenance du Paradou AC, a annoncé mardi le club azuréen de Ligue 1 française de football sur son site officiel. Ben Idder, qui a disputé 25 matchs la saison dernière, dont 22 en Ligue 1 Mobilis, rejoint ainsi le club azuréen pour sa première expérience en Europe. Selon le quotidien l'Equipe, Ben Idder a signé un contrat de cinq saisons pour un transfert valant 300.000 euros. Le jeune Algérien évolue dans un premier temps avec le groupe Elite de l'OGC Nice, avant de prétendre à une intégration progressive chez l'équipe professionnelle, selon le directeur sportif du club, Roger Ricort. «C'est un profil intéressant. Il fait déjà preuve de maturité dans la relance et dans sa lecture du jeu, malgré son jeune âge», a indiqué le responsable niçois, tout en appelant à «ne pas brûler les étapes» avec le jeune défenseur. De son côté, Ben Idder s'est dit «très heureux» de rejoindre l'OGC Nice, un club qu'il affirme être «beaucoup suivi en Algérie» et qui a déjà accueilli deux joueurs issus du Paradou AC, à savoir les internationaux Youcef Atal et Hicham Boudaoui. «J'espère pouvoir continuer à progresser pour montrer mes qualités au plus haut niveau», a déclaré le nouveau joueur niçois.

Jeux Méditerranéens 2026

Chott en argent, l'EN de Basket 3x3 en bronze

La participation de l'Algérie aux Jeux Méditerranéens de Tarente-2026 s'est enrichie de deux superbes distinctions lors d'une même soirée, portant le bilan provisoire à 26 médailles (6 en or, 7 en argent, 13 en bronze). Sur les pistes, le demi-fondiste Anis Chott a décroché la médaille d'argent sur le 1500 m en bouclant la course en 3:43.19. Devancé de peu par le Français Flavien Szot (3:43.03), il devance l'Anass Essayi (3:43.20). Cette breloque est la troisième de l'athlétisme algérien dans ces Jeux, s'inscrivant dans la digne continuité du sacre en or de Djamel Sedjati sur 800 m et du bronze de Tarek Hocine à la longueur. Son compatriote Heithem Chenitef s'est classé 12e (3:48.50). Sur les parquets, la sélection masculine de basket-ball 3x3 a écrit une page historique en s'emparant de la médaille de bronze. Au terme d'un parcours remarquable de cinq victoires pour une seule défaite, les coéquipiers de Mohand Yahiatene, Mehdi Qittane, Abdelmalek Aouana et Mehdi Bouhmama se sont imposés en prolongation face à la Turquie (21-19). Cette performance dans un tournoi qualificatif pour les JO de Los Angeles 2028 confirme la vitalité sportive algérienne en Méditerranée.



VFB STUTTGART

Bouanani visé par Brême

La situation de Badredine Bouanani s'anime sérieusement à l'approche de la fermeture du mercato. Alors que Strasbourg s'était récemment positionné pour récupérer l'international algérien en prêt, un nouveau prétendant a fait son apparition : le Werder Brême. Selon les dernières informations du média BILD, le club allemand aurait négocié avec Stuttgart pour tenter d'obtenir le prêt de l'ailier de 21 ans. Une nouvelle piste qui vient concurrencer directement celle du Racing, alors que plusieurs clubs s'intéressent encore au joueur dans les dernières heures du marché des transferts. Strasbourg reste toutefois une destination particulièrement

concrète pour Bouanani. Le club alsacien a déjà entamé des discussions avec Stuttgart et souhaiterait profiter de la situation de l'Algérien pour renforcer son secteur offensif. D'après les informations de Sky Germany, les négociations avec Strasbourg auraient même été à un stade avancé. Cette agitation intervient alors que Bouanani cherche une solution pour relancer sa carrière. Arrivé à Stuttgart en provenance de Nice à l'été 2025, l'Algérien n'a pas réussi à s'imposer durablement lors de sa première saison en Allemagne. Il a disputé 28 rencontres toutes compétitions confondues, pour seulement deux buts, et pourrait donc être tenté par un nou-

veau challenge lui garantissant davantage de temps de jeu. Entre-temps, une autre piste allemande s'est refroidie. Schalke 04, également intéressé par le profil du Fennec, ne semble désormais plus dans la course. Les discussions avec le club de Gelsenkirchen seraient tombées à l'eau, laissant Strasbourg et le Werder Brême parmi les options les plus sérieuses.

MANCHESTER CITY

Fernández **engagé** avec un prix faramineux

Manchester City a annoncé dans un communiqué officiel publié tôt hier, l'arrivée d'Enzo Fernández pour une durée de cinq ans.

Le transfert d'Enzo intervient moins de deux heures après l'annonce par Manchester City de l'arrivée de l'ailier Iliman Ndiaye en provenance d'Everton, dans un transfert d'un montant total de 65 millions de livres sterling. Ce transfert égale le record du transfert le plus onéreux de l'histoire de la Premier League, précédemment établi par lors du recrutement d'Alexander Isak, selon le quotidien «The Sun». Le milieu de terrain, âgé de 25 ans, a passé la visite médicale avant de signer un contrat de longue durée avec Manchester City, retrouvant ainsi son ancien entraîneur à Chelsea, l'Italien Enzo Maresca, qui a pris la direction de l'équipe en remplacement de Pep Guardiola au cours de l'été. Manchester City avait entamé ses discussions directes avec Chelsea au sujet du recrutement de Fernández lundi, avant que les négociations ne s'accélérent dans les dernières heures du marché des transferts pour boucler l'affaire avant la date limite. Fernández poussait pour quitter Chelsea depuis le mois de mars, tandis que Maresca voyait en lui un renfort essentiel pour l'entrejeu, notamment après le départ de plusieurs joueurs à ce poste durant l'été. Chelsea s'attendait auparavant à conserver son joueur, après avoir fixé un délai jusqu'au 14 août pour recevoir des offres d'un montant d'au moins 120 millions de livres sterling, sans que Manchester City ne présente d'offre durant cette période, avant que la situation ne change à l'approche de la fermeture du marché des transferts.

Les premiers mots d'Enzo après sa signature à City

Enzo a déclaré dans des propos au site de son nouveau club après sa signature: «Manchester City est le club le plus titré d'Angleterre ces dernières années. Chaque joueur souhaite faire partie d'un club comme celui-ci, car tout le monde connaît la qualité de la direction dont dispose Manchester City.»

Il a ajouté: «Je ne pourrais pas être plus heureux d'être ici, et je suis prêt à relever le défi d'aider l'équipe à continuer à décrocher des titres. C'est un club fait pour le succès. Si vous regardez la composition de l'équipe, vous trouverez de la qualité à chaque poste. Je veux apprendre de mes nouveaux coéquipiers et devenir un meilleur joueur.»

L'Argentin Enzo Fernández a bouclé son transfert de Chelsea à Manchester City dans les dernières heures du marché des transferts estival, après que les deux clubs sont parvenus à un accord d'un montant de 125 millions de livres sterling.



poursuivi: «Je m'attache toujours à améliorer mon niveau en permanence. Tous ceux qui ont travaillé avec moi connaissent mon assiduité à l'entraînement chaque jour, et tout ce que je donne durant les matchs. Je donne tout ce que j'ai, et je peux promettre à Manchester City que je continuerai à le

faire maintenant que j'ai rejoint le club.» L'Argentin a continué: «Je voudrais remercier Hugo, Enzo, Khaldoon et tous ceux à Manchester City qui ont rendu ce transfert possible. Je veux rendre la confiance qu'ils ont placée en moi, et le prouver dans les plus brefs délais.»

Al-Hilal (Arabie Saoudite) Inzaghi confirme l'arrivée de Martinelli

L'Italien Simone Inzaghi, entraîneur d'Al-Hilal, a exprimé sa satisfaction quant au niveau affiché par son équipe lors de la victoire face à Al-Ahli sur le score de trois buts à zéro, mardi soir, dans le match reporté de la troisième journée de la Saudi Pro League. Inzaghi a déclaré, lors de la conférence de presse d'après-match rapportée par le journal «Asharq Al-

Awsat»: «Bien sûr, je suis très heureux du niveau et de la performance technique offerts par l'équipe, et j'adresse mes félicitations à tous les joueurs, un par un, pour cet engagement.»

L'entraîneur d'Al-Hilal a évoqué les dernières évolutions des blessures au sein de son effectif, précisant que Salem Al-Dawsari a besoin de plus de temps avant de retrouver les terrains.

Il a ajouté: «Nous évaluerons également avec précision la blessure d'Ali Lajami après le match, tandis que Theo Hernandez a ressenti quelques gênes phy-

siques et nous évaluerons aussi son état médical.» Concernant la date de la première apparition de la nouvelle recrue Gabriel Martinelli, Inzaghi a déclaré: «Pour Martinelli, nous le verrons participer aux prochains matchs.»

Par cette déclaration, l'entraîneur italien a confirmé la conclusion du transfert avant son annonce officielle, sachant que le joueur brésilien est arrivé dans la capitale saoudienne, Riyad, mardi soir. Selon des rapports de presse antérieurs, la valeur du transfert est estimée à environ 65 millions d'euros.

Everton

Grealish reste pour une deuxième saison

L'attaquant anglais Jack Grealish, barré par la concurrence à Manchester City, va enchaîner une deuxième saison consécutive en prêt à Everton, ont annoncé les deux clubs anglais mardi.

«Jack is BACK!», a écrit Everton sur la plateforme X, dans un message accompagné d'un cœur de couleur bleu, comme la couleur du maillot des Toffees.

L'ailier gauche de 30 ans revient dans le club de Liverpool où il s'était relancé l'an passé, avant qu'une blessure à un pied en février ne précipite sa fin de saison. Là-bas, il a rapidement été adopté par les supporters et par l'entraîneur, David Moyes.

L'ancien joueur d'Aston Villa est arrivé à Manchester City à l'été 2021 contre 100 millions de livres, ce qui constituait à l'époque le plus gros transfert de l'histoire pour un joueur anglais. Il s'était imposé comme un des cadres de Pep Guardiola, notamment lors du triplé de 2023 (championnat, coupe d'Angleterre et Ligue des champions), avant de reculer dans la hiérarchie mouvante des attaquants.

FC Barcelone

Jesus signe trois saisons

L'attaquant international brésilien des Gunners d'Arsenal, Gabriel Jesus, s'est engagé pour trois saisons avec le FC Barcelone, a annoncé mardi le club catalan.

«Arsenal et le FC Barcelone sont parvenus à un accord pour le transfert de l'attaquant brésilien, qui s'engage comme Blaugrana jusqu'au 30 juin 2029», a indiqué le Barça dans un communiqué. Aucun des deux clubs n'a dévoilé le montant de ce transfert, mais d'après certains médias spécialisés, la transaction tournerait au tour de 10 millions d'euros. Le recrutement de Gabriel Jesus (29 ans), à quelques heures de la fermeture du marché des transferts, doit renforcer une attaque affaiblie par le départ des deux buteurs les plus prolifiques du Barça: Robert Lewandowski et Ferran Torres.

Les champions d'Espagne avaient initialement jeté leur évolution sur l'Argentin Julian Alvarez, mais l'Atlético Madrid a fermé la porte, le déclarant intransférable.

Sans attaquant de pointe de métier, l'entraîneur du Barça Hansi Flick a titularisé l'ailier brésilien Raphinha en N.9 lors des trois premiers matchs de la saison. Gabriel Jesus, qui dit avoir accepté une baisse de son salaire pour rejoindre le Barça, est la septième recrue estivale du club catalan cet été après Anthony Gordon, Karim Adeyemi, Jesse Bisiwu, Joao Cancelo, Rodri et Dominik Livakovic.

ARGENTINE

Paz succédera à Messi

Selon l'insider de ESPN Argentina Federico Bueno, le sélectionneur Scaloni a désigné le milieu offensif Paz pour hériter de l'émblématique numéro 10 de Messi. Cette décision marquante intervient après les retraits internationaux de Messi et de Nicolas Otamendi au lendemain de la Coupe du monde 2026. Le meneur de jeu de Côte d'Ivoire, âgé de 21 ans, portait auparavant le numéro 18 lors de ses 11 premières sélections en équipe première avec

l'Argentine.

Malgré le fait que des stars confirmées comme Enzo Fernandez et Alexis Mac Allister soient envisagées pour le numéro vacant, Scaloni soutient fermement Paz pour mener la nouvelle ère de l'équipe nationale. Évoquant le plan de succession en interne, Bueno a révélé: «Si Scaloni prolonge comme sélectionneur de l'Argentine, ce qui devrait être négocié dans les prochains mois, le maillot n°10 reviendra à Nico Paz. Cela

a déjà été décidé en interne et est pris très au sérieux.»

Le départ de Messi met fin à un règne de 17 ans avec le n°10, un maillot qu'il a porté pour la première fois sous les ordres de Diego Maradona en mars 2009. La star de l'Inter Miami détient le record absolu en sélection avec 172 apparitions sous ce numéro, loin devant Maradona, Ariel Ortega, Juan Roman Riquelme et Marcelo Gallardo. Paz semble prêt à assumer la pression, après

avoir porté Como vers une qualification historique en Ligue des champions avec 13 buts et sept passes décisives tout en portant le n°10 en club. L'Argentine se prépare à disputer quatre matches internationaux au cours de la fenêtre automnale de fin septembre et d'octobre. Les rencontres à venir représentent un premier test crucial pour l'Argentine dans sa transition tactique après le départ de ses vétérans de la Coupe du monde 2014.

LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Ils remontent la piste. II. Elle descend de la piste. III. Voie ferrée. Coup de foudre. IV. Beau soulier. V. Négation. Plutôt malin. VI. Déforme. Avant Jésus-Christ. A vu le jour. VII. Ne dure qu'une année. L'une des disciplines du biathlon. VIII. Ensemble de montagnes. IX. Fais une descente. Donnes un siège. X. Petit lutin. Montagnes russes.

VERTICALEMENT

1. Vallée pour skieurs. 2. Fuite. Ski de vitesse. 3. Non religieux. Sur une borne. Conifère. 4. Prénom d'une grande dame du jazz. Ainsi que doit l'être une piste de ski bien préparée. 5. Côtée en Bourse. Initiales républicaines. Pas en forme. 6. Imprévu. 7. Massif alpin. Fait fondre la neige. 8. Pays africain. Fin de partie au flipper. 9. Electro-encéphalogramme. Harmonisa. 10. Canardé pour son duvet. Haut de gamme.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

MOTS MÊLÉS

L'aphrase-mystère est : errare humanum est (l'erreur est humaine)

- ALLURE

ARCHIPEL

BANZAI

BONSAI

BONZE

CATALPA

EMPEREUR

ESTAMPE

FEMUR

FUTON

GEISHA
- GOMASIO

HAIKU

HIROSHIMA

HONSHU

HOKKAIDO

IKEBANA

JEUDI

JUDOKA

KAMIKAZE

KARAOKE

KOBE
- KOURILES

KYOTO

LOTUS

MANGA

MIKADO

NOUILLE

ORIGAMI

OSAKA

PACIFIQUE

SAMOURAI

SEISME
- SHOGUN

SOJA

SUDOKU

SUMO

SURIMI

SUSHI

TATAMI

TOFU

TOKYO

TSUNAMI

WASABI

S	O	J	A	K	O	D	U	J	H	O	N	S	H	U
S	T	O	F	U	A	P	A	C	I	F	I	Q	U	E
E	U	S	R	U	E	R	E	P	M	E	A	M	F	O
L	I	D	U	E	J	Z	A	L	U	P	F	A	E	Y
I	E	G	O	M	A	S	I	O	L	I	E	N	Z	K
R	K	P	R	K	O	O	D	A	K	I	M	G	N	O
U	I	M	I	R	U	S	T	E	Z	E	U	A	O	T
O	S	M	G	H	U	A	B	S	P	N	R	O	B	S
K	A	K	A	H	C	A	E	M	G	F	A	I	N	E
K	M	Y	M	N	N	R	A	I	U	E	I	B	U	I
O	O	O	I	A	U	T	A	T	A	M	I	A	G	S
S	U	T	O	L	S	S	O	I	H	S	U	S	O	M
A	R	O	L	E	N	N	T	M	U	K	I	A	H	E
K	A	A	A	O	D	I	A	K	K	O	H	W	S	A
A	I	E	B	O	K	A	M	I	H	S	O	R	I	H

LES MOTS FLÉCHÉS

MONNAIE MEXICAINE ESPAGNOLE		CLOISON LIMITE		MÉCRÉANT SOUS LE PIED		SOMMET		CONVE- NABLE MONNAIE ROUMAINE		COUTUMES MONNAIE DU CAP-VERT	
						PLANTE PURGATIVE					
AGENDAS MONNAIE RUSSE											VOLUMES DE BOIS
						OTTOMANS JOUÉ À MILAN					
VILLE D'ITALIE	HUMOUR MORDANT ÉTAT AMÉRICAIN							OBTINT AVERSE			
						CACHÉE		ORGANISA- TION INTER- NATIONALE			
DÉCHIRÉE		SOURCE DE CARBURANT		VOIX PUISSANTE MONNAIE DU BRÉSIL							
								PARTICULE PROVINCE IRLANDAISE		LE DERRIÈRE	
INTERJEC- TION MONNAIE AMÉRICAINE			NON BLANCHE OEUFS DE POUX						CARTE À JOUER OBSTACLE		
						ROYAUME D'ESPAGNE GRUÉGÉ				MONNAIE AU MAGHREB	
MONNAIE CHINOISE		TRÈS DÉVOUÉES ASSEMBLER						LE MOI ÉTAT AMÉRICAIN			
					COSTUME DE SCÈNE ORIENT				NOTE GRANDE ÉCOLE		
PLUTÔT RICHES		SUPPORT DE BALLE CONNU				TEMPS CHAUD BÉRYLLIUM				LONGUEUR CHINOISE	
						REMUA					
MAIPOLI								DÉTESTER			

SUDOKO

4		8	1			3		
	6		4			5		7
	3		6		2		1	
		6		2	9	1		
3	5						2	6
		7	5	6		9		
	8		3		7		5	
7		2			4		8	
		3			6	4		1

SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS

SUDOKO — LES MOTS CROISÉS

3	7	1	2	5	4	6	8	9
6	4	2	8	9	7	3	5	1
5	9	8	1	3	6	7	2	4
4	5	6	9	1	3	7	2	8
2	8	3	4	7	9	1	5	6
7	1	7	8	2	5	4	9	3
8	3	4	5	2	6	9	7	1
9	6	3	8	9	4	7	2	1
6	9	5	3	1	7	8	4	2

B	E	C	A	S	S	I	N	E	D	O	S	A
B	D	B	O	I	O	A	L	E	R	T	E	R
A	N	E	M	O	N	E	S	A	U	S	A	R
A	R	U	M	D	I	G	I	T	A	L	E	
T	V	R	E	S	E	D	A	E	L	O		
A	S	L	A	O	R	T	I	E	S			
P	L	U	S	S	E	A	C	E	P	R		
N	I	A	V	I	S	E	I	E	U	N		
S	T	A	T	I	C	E	O	B	V	I	A	I
O	R	A	V	L	M	I	H	R	A	B	P	
E	C	U	S	E	R	A	T	O	S	A		
I	N	E	I	A	V	S	O	S	I	E	R	S
G	L	U	C	I	V	A	C	I	S	P	U	
E	P	L	I	P	E	D	A	L	E	R		
D	U	C	A	T	E	L	E	E	V	E		
O	U	I	G	N	O	N	E	R	A	T		
R	O	S	E	E	D	E	L	W	E	S	S	
C	L	G	T	G	A	T	A					

LES MANUSCRITS DE CHEIKH OULAHBIB

La bibliothèque **sauvée** des flammes

PAR BOUALEM B.

Cheikh Lmouhoub Oulahbib, dont le nom complet est Mohamed Lmuhub ben Lbachir ben Tayeb ben Ali ben Ahmed ben Zarrouk, est né en 1822 au village Tala Uzrar, douar Beni Ouartilane, Sétif. Sa famille, d'origine maraboutique, comme l'écrivit le savant El Ouartilani dans son récit, la « Rihla », comptait plusieurs lettrés. El Mouhoub Oulahbib a suivi de longues études dans les zaouïas de Cheikh Aheddad à Seddouk, de Sidi Sahnoune à Djemaa Saharidj, puis à Takaat, avant de revenir à son village de Tala Uzrar pour y perpétuer l'œuvre de ses ancêtres. Durant quatorze ans d'apprentissage, il acquiert une solide formation en sciences religieuses, en littérature et en disciplines rationnelles, puis entreprend, à l'époque coloniale, de constituer une bibliothèque privée qui deviendra l'une des plus importantes du Maghreb au XIX^e siècle. Arrêté à deux reprises par l'armée française, en 1864 et en 1871, pour son engagement aux côtés du Cheikh Aheddad, il subit ensuite une assignation à résidence, sans renoncer à enrichir sa collection, qui finit par compter plus de mille manuscrits, dont soixante-six copiés de sa main. En 1957, la maison du Cheikh est incendiée par l'armée coloniale. Alors que la famille est parquée dans un camp, l'héritier el-Mahdi, avec son fils Zerrouq, demande à sa bru, Zhira (ou Zohira), de sauver les livres. La femme transporte sur son dos les volumes qu'elle parvient à arracher aux flammes, puis les enterre dans une autre maison, où ils demeurent jusqu'à l'indépendance. En 1962, les manuscrits sont exhumés et conservés par des proches du Cheikh. En 1985, Mechehed Djamel-Eddine, arrière-petit-fils de l'érudit, entreprend de rassembler les documents dispersés entre les membres de la famille, puis de les restaurer, les classer et les faire connaître.

Une collection unique par sa diversité

La particularité de cette collection, rédigée en caractères maghrébins, tient à son exceptionnelle diversité disciplinaire pour le Maghreb. On y trouve des ouvrages d'astronomie, de logique, de littérature et de poésie, de mathématiques, d'agriculture, de linguistique, ainsi que des actes notariés, des documents imprimés comme des bulletins de vote de l'époque, et des manuscrits en tamazight. Les écrits en langue berbère et les manuscrits de mathématiques

Les manuscrits du Cheikh El Mouhoub Oulahbib, un érudit du XIX^e siècle, ont repris vie grâce à la détermination d'une poignée de passionnés. Ces trésors littéraires révèlent non seulement la richesse de la pensée maghrébine, mais aussi l'impérieuse nécessité de préserver notre mémoire collective. Focus sur des péripéties qui nous rappellent que l'amour du savoir peut triompher des plus grandes épreuves.



sont considérés comme les joyaux de la bibliothèque. Des dizaines de témoignages répertoriés éclairent l'histoire locale, évoquant l'insurrection de 1871, la famine de 1877, une épidémie au XVIII^e siècle, l'arrivée des criquets en 1850 ou encore les prix des produits, offrant aux chercheurs un aperçu du niveau intellectuel de la région et permettant de reconstituer le milieu intellectuel de la Kabylie orientale des VIII^e et IX^e siècles. Après la collecte, Mechehed Djamel-Eddine, aidé de spécialistes et des autorités locales, engage un travail minutieux de restauration des manuscrits, dont beaucoup se présentaient sous forme de pages volantes non numérotées. Il procède à leur identification, à leur classement par disciplines et par origine des

auteurs, puis fait appel à un artisan relieur pour reconstituer les ouvrages. Une fois la restauration achevée, les manuscrits sont numérisés et publiés sur le site de la bibliothèque virtuelle de la Méditerranée « E-corpus », où ils sont désormais accessibles au public et aux chercheurs désireux de les consulter ou de les étudier. Un catalogue détaillé, élaboré sous la direction du Pr. Aissani Djamil, président du groupe Gehimab, devrait paraître aux éditions « al-Furqan Islamic Heritage Foundation » à Londres, avec 476 manuscrits répartis en vingt sections disciplinaires. Le projet ne se limite pas à la sauvegarde des textes. Il prévoit la création, à Béné Ouertilane, d'une bibliothèque spécialisée dans les manuscrits, ainsi que la réhabilitation du site

de Tala Uzrar, petit village kabyle où fut constituée, ouvrage par ouvrage, cette prestigieuse collection. Le fonds, soutenu par le Fonds de développement canadien dans le cadre des activités de Gehimab, permet également de répertorier les manuscrits de la région et d'accompagner leur conservation, leur vulgarisation et leur valorisation. À travers cette bibliothèque, c'est toute une mémoire intellectuelle de la Kabylie qui ressurgit, des manuscrits copiés par le Cheikh lui-même aux documents pratiques qui racontent la vie quotidienne, les savoirs et les réseaux d'échanges d'une époque difficile, préservés grâce au courage d'une femme et à la persévérance de ses héritiers.

B. B.

Maouche Lahcen, l'art de donner une âme au béton

AAcif El Hammam, dans la daïra d'Adekar, Maouche Lahcen a choisi de faire du béton une matière d'expression. Né en 1982, cet artisan-artiste de Béjaïa transforme un matériau souvent associé à la rudesse des chantiers en objets décoratifs empreints de finesse, de patience et d'imagination. Sa passion pour a d'abord commencé par un regard attentif. Très tôt, il s'est laissé fasciner par les ornements qui habillent certaines maisons, les jardins soigneusement aménagés ou encore les fontaines dont les formes et les détails retiennent l'attention. Ces décors ont nourri chez lui une sensibilité particulière pour l'architecture et l'artisanat. Pour Maouche Lahcen, ces deux univers ne sont pas seulement techniques. Ils relèvent aussi de la poésie. Ses débuts se sont faits avec peu de moyens, chez lui, à partir d'outils simples et de matériaux disponibles. Il bricolait, expérimentait, façonnait de petits objets rudimentaires en

béton. Rien n'était acquis. Il fallait apprendre en faisant, accepter les imperfections et recommencer encore. À force de persévérance, les premières réalisations ont pris forme, gagnant progressivement en précision et en harmonie. Ce cheminement rappelle les vers de Boileau sur l'exigence du travail bien fait, cette invitation à reprendre sans cesse son ouvrage, à le polir et le repolir. Maouche Lahcen a fait de cette patience une méthode. Chaque erreur devient une leçon, chaque essai une étape vers une création plus aboutie. Aujourd'hui, son atelier produit une grande variété d'objets décoratifs. Tables, récipients, fontaines, colonnes, statues et autres pièces sur commande sortent de ses mains. Ses réalisations trouvent peu à peu leur place dans les maisons, les jardins et les espaces qui recherchent une touche artisanale singulière. Le béton, travaillé avec soin, cesse alors d'être une matière froide pour devenir support de formes, de motifs et de souvenirs.

L'art décoratif en béton reste toutefois un métier exigeant. Il nécessite de la force physique, une grande maîtrise des techniques de moulage et de finition, mais aussi une inspiration constante. Lahcen évoque les difficultés rencontrées dans son activité, notamment la disponibilité irrégulière des matières premières et leurs prix parfois élevés. Le manque de main-d'œuvre qualifiée constitue également un frein pour ceux qui souhaitent développer ce type de production. Malgré ces contraintes, Maouche Lahcen poursuit son parcours avec la même détermination. Son ambition est de perfectionner davantage son savoir-faire, d'améliorer la qualité de ses créations et d'imaginer des pièces toujours plus originales. Il voit dans ce métier une véritable possibilité pour les jeunes, à condition qu'il soit mieux valorisé et accompagné. « Chaque pièce que nous produisons est le résultat de la fatigue et de la créativité », confie-t-il. Derrière cette phrase se dessine toute une vi-

sion de l'artisanat. Une belle réalisation ne naît pas seulement de la matière employée, mais de l'attention portée aux détails, du temps consacré au travail et de la volonté de faire naître la beauté là où elle semble parfois invisible. Maouche Lahcen est convaincu que les petites choses méritent d'être observées, captées puis transformées. Ses œuvres portent cette conviction. Elles sont façonnées pour durer, embellir un lieu et témoigner, longtemps après leur création, du geste patient de celui qui les a imaginées. « Je réalise des choses avec mes mains qui vont rester longtemps après moi », dit-il avec simplicité. Dans un monde où les objets standardisés occupent une place grandissante, le parcours de cet artiste, Acif El Hammam, rappelle la valeur du travail manuel. Il montre surtout qu'avec de la passion, de la rigueur et une imagination nourrie par son environnement, même le béton peut devenir une œuvre d'art.

B. B.

Trait d'esprit

“Ne t'inquiète pas de l'échec. Inquiète-toi de ce qui te manque si tu n'essaies même pas.”

Jack Canfield

Quand le climat dépasse les 1,5 °C L'ONU appelle à gérer l'inévitable



Les Nations unies ont présenté, hier, un rapport inédit sur les moyens de contenir les effets du réchauffement climatique une fois franchi le seuil symbolique de 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Ce document, publié par le Programme des Nations unies pour

l'environnement (UNEP), suscite à la fois l'attention des décideurs et les critiques des associations militantes. Les scientifiques s'accordent à dire qu'un réchauffement supérieur à 1,5 °C fait courir de graves risques à la planète, et près de 200 pays s'étaient engagés en 2015, dans l'Accord de Paris, à tenter de maintenir la hausse de la température mondiale à ce niveau. Pourtant, la Terre devrait dépasser cet objectif d'ici quelques années, et l'attention se porte désormais sur la meilleure façon de minimiser l'intensité et la durée de toute période dite de « dépassement ». Le rapport de l'UNEP affirme sans équivoque que l'objectif ne sera pas atteint et que « le défi n'est plus d'éviter le dépassement, mais de le gérer ». Richard Betts, coauteur du rapport et professeur à l'université britannique d'Exeter, a décrit cette prise de conscience comme un retour à la réalité, soulignant qu'il faut désormais vivre avec un monde plus chaud tout en continuant à limiter le réchauffement. Debra Roberts, coauteure du rapport et climatologue sud africaine, a insisté sur la nécessité pour les décideurs politiques de prendre conscience que les règles du jeu sont en train de changer et que les approches existantes pour lutter contre le changement climatique ne sont plus adaptées. Elle a appelé à repenser la gouvernance climatique pour faire face à une trajectoire de dépassement, estimant qu'aucun des plans actuels n'est préparé à cette nouvelle réalité. Le monde s'est déjà réchauffé d'environ 1,4 °C depuis la période 1850 1900, principalement en raison de la combustion des énergies fossiles. Les trois dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées et les émissions de gaz à effet de serre, tels que le dioxyde de carbone et le méthane, continuent d'augmenter.

Des risques majeurs pour la planète

Les scientifiques affirment qu'un dépassement de 1,5 °C risque d'entraîner des phénomènes météorologiques plus extrêmes et de rapprocher la planète de points de basculement tels que l'effondrement des calottes glaciaires et la disparition des récifs coralliens tropicaux. Inger Andersen, directrice exécutive de l'UNEP, a averti qu'il n'y aura aucune issue favorable si nous restons au-dessus de 1,5 °C, soulignant que l'adaptation au changement climatique sera nécessaire pour sauver des vies et protéger la nature. António Guterres, secrétaire général de l'ONU, a rappelé que la lutte pour limiter le réchauffement à 1,5 degré reste la lutte pour l'humanité. Pour y parvenir, le rapport indique que le piégeage du dioxyde de carbone, processus consistant à extraire le carbone de l'air et à le stocker, serait essentiel, parallèlement à des réductions profondes et rapides des émissions. La capture du carbone ne joue aujourd'hui qu'un rôle infime dans la lutte contre le changement climatique, et la recommandation de son utilisation a suscité une vive opposition de la part de certains groupes militants. Lili Fuhr, du Centre pour le droit international de l'environnement (CIEL), a critiqué cette orientation, estimant que la seule façon de minimiser les dégâts est de réduire les émissions dès maintenant et non de retarder l'action avec des solutions technologiques spéculatives. Les conclusions du rapport ont alarmé les associations militantes qui se sont mobilisées autour de l'objectif de 1,5 °C depuis qu'il a été consacré comme référence la plus ambitieuse en matière de climat dans l'Accord de Paris. Jasper Inventor, directeur adjoint de programme chez Greenpeace International, a qualifié cette situation de moment déchirant, tout en insistant sur le fait que ce dépassement ne doit pas être une raison pour baisser les bras et renoncer à l'objectif de 1,5 °C. Bill Hare, climatologue et patron de l'institut de recherche Climate Analytics, a critiqué ce rapport, estimant qu'il risquait de devenir un appel à l'apathie plutôt qu'à l'action. Alors que la planète entre dans une ère de dépassement climatique, le débat s'ouvre sur les moyens de gérer cette nouvelle réalité sans abandonner l'ambition de limiter les dégâts et de protéger l'avenir.

R. N.

Belmehdi accueille une délégation italienne du Centre Émir-Abdelkader

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a reçu, hier à Alger, une délégation du Centre Émir-Abdelkader pour la recherche, les études stratégiques et le dialogue méditerranéen en Italie, a indiqué un communiqué du ministère. M. Belmehdi a reçu, au siège du ministère, une délégation du Centre Émir-Abdelkader pour la recherche, les études stratégiques et le dialogue méditerranéen en Italie, conduite par le président du Centre et président de la communauté musulmane en Sicile,

Abdelhafid Kheit, accompagné du vice-président du Centre et président de sa section en Algérie, Aïssa Maïza, et de la vice-présidente de la section du Centre en Algérie, Leïla Mebarki, précise la même source. Cette rencontre a été « l'occasion d'examiner les moyens de renforcer la coopération dans les domaines d'intérêt commun, notamment au service de la communauté musulmane en Italie, ainsi qu'en matière de promotion de l'héritage civilisationnel et scientifique de l'Émir Abdelkader », conclut le communiqué.

JOURNAL
L'EXPRESS

Nouveau
numéro de
téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

JEUX MÉDITERRANÉENS 2026

Nemour et Touairi en or, le karaté s'illustre

La délégation algérienne continue de briller de mille feux en Italie à l'occasion des Jeux méditerranéens de Tarente 2026.

Véritable figure de proue de cette édition, la championne olympique Kaylia Nemour a une fois de plus écrasé la concurrence, s'emparant d'une nouvelle médaille d'or aux barres asymétriques. Survolant les débats avec une partition magistrale notée à 15,500 points, la prodige de la gymnastique a relégué ses dauphines italiennes, Sofia Tonelli (14,100 points) et Artemisia Iurfinio (13,800 points), loin derrière. Un nouveau sacre qui vient s'ajouter à sa médaille d'or décrochée la veille dans le concours général dames, confirmant son statut d'icône incontestée de la discipline. L'haltérophilie algérienne s'est également distinguée en or sur les plateaux de Tarente. Engagé dans la catégorie des 95 kg, Farès Touairi a réalisé une performance exceptionnelle en décrochant la médaille d'or dans l'épreuve de l'épaulé-jeté. Faisant preuve d'une maîtrise technique et d'une puissance impressionnantes, l'athlète algérien a su surpasser ses rivaux pour monter sur la plus haute marche du podium et faire résonner l'hymne national.

Le clan algérien s'illustre aussi sur les tatamis

La dynamique victorieuse s'est prolongée sur les tatamis de Tarente, où les karatékas nationaux ont enrichi la moisson



algérienne de deux médailles de bronze. Dans la catégorie des plus de 84 kg, Hocine Daïkhi a fait parler sa supériorité lors des repêchages en dominant l'Albanais Blodin Pakashtica (5-2). De son côté, Falleh Midoun (-84 kg) a su arracher une superbe breloque au terme d'un âpre duel face à un autre représentant albanais, Melos Gashi (2-2). Solide et lucide, le combattant algérien a fait



basculer la décision en sa faveur grâce à l'application précieuse de la règle du « Senshu », pour avoir ouvert le score. À la veille de la cérémonie de clôture de ces Jeux méditerranéens 2026, l'Algérie porte ainsi magnifiquement son total provisoire, consolidant avec autorité sa place au classement général des nations grâce à cette nouvelle pluie de métaux précieux.

H. M.

INCENDIES À BÉJAÏA

Les équipes de Sonelgaz relèvent le défi et rétablissent le courant



PAR I. MEHDAOUI

Malgré les conditions difficiles sur le terrain et la situation provoquée par les incendies qui ont

touché plusieurs localités de la wilaya de Béjaïa, les agents de Sonelgaz sont parvenus à rétablir progressivement l'alimentation électrique dans l'ensemble des communes affectées. Selon un responsable de la Sonelgaz, contacté par téléphone, plusieurs équipes techniques ont été mobilisées dès les premières heures des incendies afin d'intervenir sur les installations en-

dommagées et de sécuriser le réseau. Les interventions ont notamment concerné les communes de Melbou, Souk El-Tenine, Taskriout, Tichy, Tamridjt et Toudja, où plusieurs équipes techniques ont été mobilisées dès le début des incendies. Les agents ont dû faire face à des conditions d'intervention particulièrement difficiles, liées notamment à la propagation des feux et aux risques auxquels étaient exposées certaines installations électriques. Grâce à la mobilisation des équipes sur le terrain et à la coordination des interventions, le courant a finalement pu être rétabli dans les différentes zones touchées, permettant ainsi aux habitants de retrouver progressivement une alimentation électrique normale. ■